

Landry Simo Président.



« Réveiller les
consciences,
libérer les esprits,
reconstruire la
nation pour un
Cameroun
meilleur. »



PROGRAMME Mouvement de La Deuxième Indépendance

La Deuxième Indépendance – Pour un Cameroun éveillé

En ces heures décisives où l'âme camerounaise aspire à son plein épanouissement, je vous présente, avec solennité et espérance, cette vision transcendante pour notre patrie bien-aimée, fruit d'une réflexion profonde et d'un amour indéfectible pour notre terre. Ce programme ne se contente pas d'esquisser les contours d'une simple alternance politique, mais dessine les fondements d'une véritable renaissance nationale, ancrée dans la science, nourrie par la réconciliation et magnifiée par une modernité authentiquement africaine.

Ce pacte solennel que nous scellons aujourd'hui avec chaque fille et fils du Cameroun n'est pas l'éphémère promesse d'une campagne électorale, mais l'engagement sacré d'une génération déterminée à conquérir sa deuxième indépendance, celle qui libère les esprits après avoir libéré les territoires.



Manifeste

"Le Cameroun n'est goutte une terre indigente, mais une nation dont la conception fut imparfaite. Son peuple n'est nullement apathique, mais indûment guidé. Sa progéniture n'est point égarée, mais insuffisamment accompagnée dans son épanouissement."

Cameounaises, camerounais, estimés compatriotes,

J'ai décidé de me présenter à l'élection présidentielle. Si je fais cette démarche, ce n'est goutte par velléité personnelle d'ascension, mais par impératif catégorique envers notre destinée commune. Je récuse avec véhémence la perpétuation de cette stagnation dans les méandres d'une médiocrité administrative sclérosante, d'une corruption devenue paradigmatic et d'un gaspillage inqualifiable de nos potentialités intellectuelles. Je m'insurge contre cette exploitation inique de nos ressources qui ne génère nulle prospérité collective. Je réfute, avec une particulière intransigeance, cette fatalité qui condamnerait notre jeunesse à une croissance dénuée de l'opportunité d'épanouir pleinement sa quintessence cognitive.

Ma proposition s'articule autour d'une transmutation profonde quoique non-violente : la révolution noétique. J'ambitionne l'édification d'un Cameroun où chaque enfant peut transcender ses limites cognitives innées, où l'économie est conceptualisée dans une optique créatrice plutôt qu'importatrice, où l'appareil étatique se fait le serviteur du citoyen et non son maître.

Notre patrie recèle en son sein la totalité des substrats nécessaires pour s'ériger en paradigme développemental continental : des terres d'une fertilité exceptionnelle, un substrat minéral et énergétique d'une richesse inouïe, une jeunesse dont le dynamisme et la créativité confinent au prodige. Ce qui fait défaut à notre nation n'est point la substance primordiale, mais la vision téléologique et la méthodologie transformationnelle susceptibles de métamorphoser ces atouts en une prospérité équitablement partagée.

Je m'engage solennellement à gouverner notre entité nationale avec une rigueur épistémologique irréprochable, une transparence qui ne souffre aucune équivoque et une vision prospective transcendant les contingences temporelles immédiates. Notre programme ne constitue nullement un vulgaire catalogue de promesses électoralistes éphémères, mais un pacte ontologique visant à l'édification collective de la seconde indépendance camerounaise.



Professeur Landry Simo

Le Pacte de l'Éveil

Mon contrat d'honneur avec le peuple camerounais

Je ne me présente pas à l'élection présidentielle pour gouverner un peuple. Je m'engage à éveiller une nation.

Je ne propose pas un programme électoral. Je signe un contrat moral, historique et républicain, avec chaque Camerounais, du plus humble au plus écouté.

Voici les clauses de ce pacte, que je m'impose à moi-même, au regard de l'Histoire :

1. Je m'engage à quitter le pouvoir.

Je limiterai la fonction présidentielle à 4 ans, renouvelables une seule fois, et ferai inscrire dans la Constitution l'intangibilité de cette limite. Aucun révisionnisme, aucun tripatouillage, aucun artifice juridique ne changera cette règle, pas même pour moi.

2. Je n'écrirai aucune loi sans penser à l'enfant du quartier le plus abandonné.

Chaque décision sera évaluée à l'aune de son impact sur la dignité des pauvres, la liberté des jeunes, la santé des femmes, et l'espoir des enfants.

3. Je mettrai fin à la gouvernance opaque.

Chaque sou public sera visible en temps réel. Tout citoyen pourra voir, contrôler, dénoncer. L'État ne sera plus une pyramide de priviléges, mais une matrice de responsabilité.

4. Je créerai une monnaie souveraine.

Le KOLO sera plus qu'un billet : ce sera la preuve que nous avons cessé d'être gouvernés depuis l'étranger. Il sera adossé à la production, à l'intelligence, et à la paix.

5. Je ferai de l'éducation une arme de reconstruction massive.

L'école deviendra un laboratoire d'éveil, pas une chaîne de soumission. Le Ministère de l'Intelligence Nationale remplacera les silos actuels.

6. Je rendrai le pouvoir au peuple. Vraiment.

Les citoyens pourront évaluer leurs institutions, noter les services publics, et co-décider localement par des budgets participatifs.

7. Je ne bâtirai pas un culte. Je bâtirai une culture.

Aucune statue de moi. Aucune avenue à mon nom. Ceux qui doivent rester, ce ne sont pas les présidents, mais **les principes**.

8. Je pacifierai sans trahir, je réconcilierai sans effacer.

Chaque région du Cameroun aura sa place, son identité, sa dignité. Je n'offrirai pas l'unité dans l'uniformité, mais l'unité dans l'intelligence.

9. Je parlerai au pays comme à une conscience.

Pas de slogans creux. Pas de promesses de théâtre. Je parlerai avec vérité, avec lenteur s'il le faut, mais avec foi.

10. Et si je trahis ce pacte, que le peuple m'en délie.

Je serai **le premier président révocable par consultation citoyenne**, si je trahis une seule ligne de ce contrat.

Ce n'est pas un serment de pouvoir. C'est un serment de passage. De l'ombre à la lumière. De la dépendance à la souveraineté. Du sommeil à l'éveil.



Professeur Landry Simo, Candidat à la présidence du Cameroun - Fondateur du Mouvement de la Deuxième Indépendance - Initiateur de l'Éveil Républicain

<https://ldi-cameroun.org/>

**Landry Simo
Président.**

« Réveiller les consciences et libérer les esprits pour bâtir un Cameroun éveillé. »

PROGRAMME

Mouvement de La Deuxième Indépendance

Sommaire

Chapitre 1 — Révolution Éducative et Cognitive

Transformer le potentiel intellectuel de chaque Camerounais pour créer une société du savoir.

Chapitre 3 — Justice et Sécurité Équitables

Refonder un système judiciaire impartial et une sécurité au service du citoyen.

Chapitre 5 — Gouvernance Ouverte et Institutions Modernisées

Instaurer une administration transparente et efficace qui sert véritablement l'intérêt public.

Chapitre 7 — Immigration Inversée et Attractivité Internationale

Transformer le Cameroun en pôle d'attraction pour les talents et les investisseurs internationaux.

Chapitre 9 — Constitution des Enfants et des Générations Futures

Placer l'intérêt des enfants et des générations futures au cœur de notre projet constitutionnel.

Chapitre 11 — Refonte de l'État et Architecture d'une Gouvernance Éveillée

Restructurer l'appareil d'État pour une gouvernance plus efficace et responsable.

Chapitre 2 — Santé pour Tous et Bien-Être Mental

Garantir l'accès universel à des soins de qualité et intégrer le bien-être mental dans notre vision sanitaire.

Chapitre 4 — Économie Souveraine et Nation Entrepreneuriale

Construire une économie indépendante basée sur l'innovation et l'esprit d'entreprise camerounais.

Chapitre 6 — Écologie, Ressources et Territoires Intelligents

Exploiter durablement nos richesses naturelles au bénéfice direct des populations et des générations futures.

Chapitre 8 — Unité Nationale et Réconciliation Durable

Bâtir une nation unie dans sa diversité à travers un processus de réconciliation authentique.

Chapitre 10 — Pacte Présidentiel : Pour un Cameroun Meilleur

Établir un engagement solennel pour la transformation profonde du Cameroun.

Chapitre 12 — Pacte Républicain et Fin de l'Éternité Présidentielle

Instaurer des garanties constitutionnelles contre la perpétuation du pouvoir

Principaux Chantiers

Programme de la Deuxième Indépendance - Initiatives transformatives pour un Cameroun souverain



Révolution Éducative

Formation de 10.000 talents exceptionnels dès 2 ans

Parcours Accéléré National et gratuité du système éducatif



Santé Universelle

Couverture sanitaire pour 10 millions de Camerounais vulnérables

Formation de 500 médecins spécialistes par an



Justice Équitable

Traitements des affaires judiciaires en moins de 6 mois

Réduction de 70% de la détention provisoire



Économie Souveraine

Fonds Souverain d'Innovation de 1000 milliards FCFA

Création de 100.000 emplois tech en 5 ans



Gouvernance Ouverte

Suppression de 30% des institutions coûteuses

Plateforme de transparence budgétaire en temps réel



Écologie Intelligente

Reforestation de 5 millions d'hectares

Transformation de 20 villes en zones vertes intelligentes



Immigration Inversée

Programme Diaspora+1: 50.000 retours qualifiés

Création de 5 campus internationaux d'excellence



Unité Nationale

Autonomie linguistique et culturelle des régions anglophones

Commission Vérité et Fraternité pour la réconciliation



Constitution des Enfants

Refonte constitutionnelle centrée sur les générations futures

Protection juridique contre l'endettement toxique



Chapitre 1 — Révolution Éducative et Cognitive

"Un pays qui attend 7 ans pour éveiller l'intelligence d'un enfant est déjà 7 ans en retard."

Diagnostic

L'éducation au Cameroun traverse une crise profonde qui compromet l'avenir de notre nation. Actuellement, 40% des enfants arrivent en classe sans aucune stimulation cognitive préalable, ce qui limite considérablement leur capacité d'apprentissage. Plus alarmant encore, le taux d'analphabétisme fonctionnel dépasse 60% chez les jeunes de 15 ans, signifiant qu'ils peuvent lire les mots mais ne comprennent pas réellement le sens des textes.

Notre système éducatif reste malheureusement ancré dans des méthodes dépassées, privilégiant la mémorisation par cœur et la discipline mécanique plutôt que le développement de la pensée critique et de la créativité. De plus, malgré le principe constitutionnel d'éducation gratuite, les frais cachés (uniformes, inscriptions, fournitures) empêchent des centaines de milliers d'enfants d'accéder à l'école.

L'expérience de Simo University démontre pourtant qu'avec une pédagogie neuronale adaptée, des enfants de 4 à 6 ans peuvent développer des capacités remarquables en mathématiques avancées, logique, expression orale et langues étrangères, sans pression ni exception génétique.





Vision pour une révolution éducative

Notre vision est radicalement différente : éduquer le cerveau dès l'âge de 2 ans, et non l'endoctriner à 7 ans. Nous voulons créer une nation d'enfants épanouis, éveillés, créatifs, multilingues et utiles dès l'adolescence. L'école ne doit plus être une salle d'attente sociale mais une véritable rampe de lancement pour chaque enfant camerounais.

Cette révolution éducative ne vise pas uniquement le développement de notre pays. Nous ambitionnons de fonder un modèle d'éducation exportable, envié et convoité dans le monde entier. Le Cameroun peut devenir un laboratoire d'excellence éducative qui attirera des familles et des chercheurs du monde entier.

Éveil cognitif précoce

Stimulation des capacités intellectuelles dès l'âge de 2 ans par des méthodes scientifiques adaptées au développement neuronal des jeunes enfants.

Éducation gratuite et universelle

Élimination de tous les obstacles financiers à l'éducation pour garantir l'accès de tous les enfants camerounais à un enseignement de qualité.

Pédagogie neuronale

Approche éducative basée sur les neurosciences, privilégiant la compréhension profonde, la pensée critique et la créativité plutôt que la mémorisation.



Mesures clés pour la révolution éducative

Création d'un Ministère de l'Intelligence Nationale et des Crèches Neuronales – LDI



Création d'un ministère dédié à l'éveil cognitif national, pilotant un réseau de Crèches Neuronales : espaces publics d'éveil pour enfants dès 2 ans, animés par des éducateurs formés en neurosciences, stimulation motrice et verbale précoce. En lien direct avec les familles, ces structures suivront le développement neuronal de chaque enfant, détectant les hauts potentiels sans aucun filtre social.

Gratuité réelle et universelle de l'école publique



Suppression de tous les frais illégaux ou bloquants (inscriptions, contributions "volontaires" obligatoires). Distribution annuelle de kits scolaires complets (cahiers, crayons, livres) par zone prioritaire et prise en charge des uniformes pour les familles sous le seuil de pauvreté, garantissant ainsi l'accès à l'éducation pour tous.



Un repas chaud, complet et local par jour dans chaque école

L'État s'engage à nourrir chaque enfant scolarisé au moins une fois par jour avec des aliments de qualité fournis par les agriculteurs locaux, soutenant ainsi l'économie rurale tout en assurant la nutrition des élèves. Construction de cuisines scolaires communautaires avec la participation des parents.



Refonte des programmes scolaires sur base neuronale

Ajout de matières fondamentales dès le primaire : pensée critique, apprentissage du cerveau, langues locales et étrangères, programmation, culture numérique et intelligence émotionnelle. Abandon du "tronc commun inutile" au profit de parcours adaptés au rythme, aux intérêts et aux talents de chaque élève.



Formation des "Professeurs de l'Éveil"

Création d'un nouveau corps enseignant spécialisé en neurosciences, pédagogie adaptative et psychologie de l'enfant. Ces 30.000 nouveaux professeurs bénéficieront d'un statut valorisé, d'un salaire revalorisé et de primes liées à la transformation des élèves plutôt qu'aux notes.

Parcours Accéléré National (PAN)

Une innovation majeure de notre programme éducatif sera la création du Parcours Accéléré National, destiné aux enfants identifiés comme ayant un haut potentiel intellectuel. Ce parcours permettra aux élèves particulièrement doués de progresser à leur propre rythme, sans être freinés par les contraintes du système traditionnel.

Détection précoce

Identification des enfants à haut potentiel dès les crèches neuronales et l'école primaire, sans discrimination sociale ou géographique.

Parcours personnalisé

Création d'un programme d'études adapté au rythme et aux centres d'intérêt de chaque enfant, permettant d'obtenir le baccalauréat dès 10-12 ans, une licence à 15 ans et un doctorat à 18 ans.

Accompagnement psychopédagogique

Suivi par des psychopédagogues spécialisés pour garantir l'équilibre émotionnel et social des enfants, évitant toute pression excessive ou compétition malsaine.

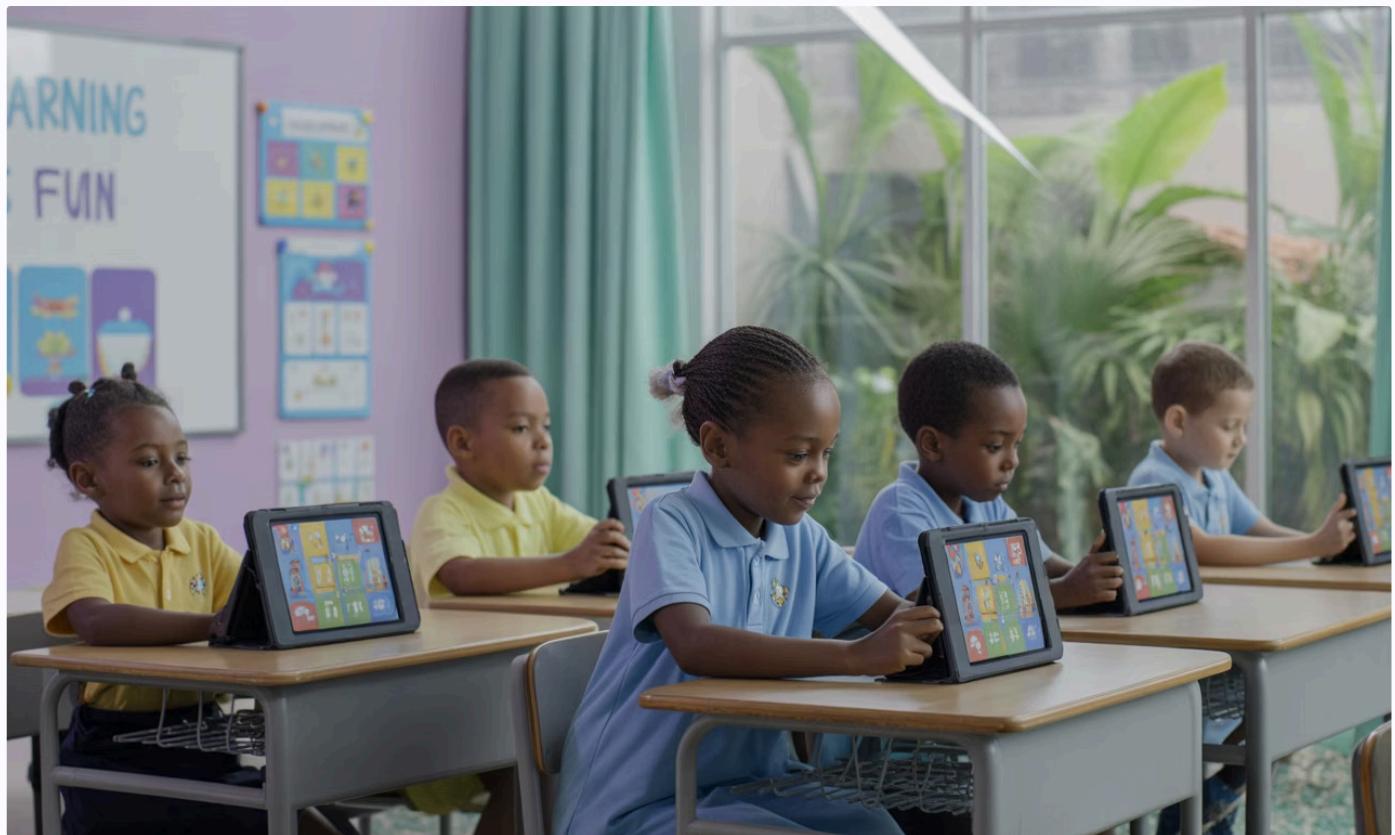
Insertion professionnelle précoce

Les diplômés du PAN pourront devenir formateurs à Simo University, chercheurs juniors, entrepreneurs ou ambassadeurs cognitifs, contribuant ainsi directement au développement du pays.

Le Parcours Accéléré National n'est pas conçu comme une filière élitiste, mais comme un moyen de valoriser et d'exploiter pleinement le potentiel intellectuel de nos enfants, quelle que soit leur origine sociale ou géographique. Il s'agit de créer une génération de jeunes Camerounais exceptionnels qui deviendront les moteurs de notre développement national.

Résultats attendus de la révolution éducative





À 5 ans

- Augmentation de 60% du taux de réussite au CEP
- Baisse de 40% du décrochage scolaire avant 14 ans
- 100% des enfants scolarisés nourris quotidiennement
- 1.000 crèches neuronales ouvertes à travers le pays
- 5.000 enfants identifiés à haut potentiel et intégrés au PAN

À 10 ans

- Première génération d'enfants-docteurs à 18 ans
- Réduction massive de la pauvreté mentale et sociale
- 1 million de jeunes Camerounais formés aux compétences du futur
- 10.000 enfants étrangers scolarisés au Cameroun
- Le Cameroun devient la première destination éducative d'Afrique

"Le plus grand scandale d'un pays, ce n'est pas d'être pauvre. C'est de laisser ses enfants le rester aussi."

Cette révolution éducative est le fondement de toutes les autres transformations que nous proposons pour le Cameroun. En investissant massivement dans l'éveil cognitif précoce et l'éducation neuronale, nous ne nous contentons pas de former des élèves, nous construisons les citoyens, les innovateurs et les leaders qui façonnent l'avenir de notre pays. Cette approche audacieuse permettra au Cameroun de se positionner comme un pionnier éducatif à l'échelle mondiale, attirant l'attention et les investissements internationaux.

Chapitre 2 — Santé pour Tous et Bien-Être Mental

"Soigner les corps, c'est urgent. Mais soigner les esprits, c'est durable."

Diagnostic

La situation sanitaire au Cameroun révèle des failles profondes qui affectent directement la qualité de vie de nos concitoyens. Actuellement, notre pays ne consacre qu'environ 3% de son PIB à la santé, un chiffre bien en-dessous des 15% recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé. Cette insuffisance budgétaire se traduit par des conséquences dramatiques : un Camerounais sur deux renonce à se soigner faute de moyens financiers.

Plus préoccupant encore, les soins de santé mentale sont quasi inexistants dans notre système public, alors même que les cas de dépression, d'anxiété et de troubles psychologiques augmentent de façon alarmante, particulièrement chez nos jeunes. Cette négligence de la santé mentale contribue à de nombreux problèmes sociaux, dont les addictions, la violence et même le suicide.

Nos hôpitaux publics souffrent d'une triple peine : ils sont saturés par l'afflux de patients, sous-équipés en matériel médical moderne, et paradoxalement sur-facturés pour les plus démunis qui doivent souvent payer des frais informels. Chaque année, les dépenses de santé plongent environ 100.000 familles camerounaises dans la précarité, créant un cercle vicieux entre pauvreté et maladie.



Vision pour un système de santé accessible et humain

Notre vision pour le système de santé camerounais repose sur un principe fondamental : la santé est un droit, pas un luxe. Un Cameroun fort commence nécessairement par des Camerounais en bonne santé physique et mentale. Notre approche innovante reconnaît que la stabilité d'un pays dépend autant de la santé des corps que de l'équilibre des esprits.

Nous proposons un modèle de santé solidaire où les soins seront partiellement ou totalement gratuits pour ceux qui en ont vraiment besoin. Cette gratuité ciblée permettra de briser le cercle vicieux entre maladie et pauvreté qui piège de nombreuses familles camerounaises.

Notre ambition va au-delà de la simple amélioration du système existant : nous voulons lancer la première stratégie nationale de santé mentale en Afrique francophone. Cette initiative pionnière reconnaît que le bien-être psychologique est indissociable de la santé physique et du développement socio-économique.

Santé accessible



Garantir l'accès aux soins pour tous les Camerounais, indépendamment de leur situation financière, avec une gratuité totale pour les plus vulnérables.

Bien-être mental



Intégrer la santé mentale comme composante essentielle du système de santé, avec des ressources dédiées et une déstigmatisation nationale.

Modernisation



Transformer nos hôpitaux publics en établissements modernes, bien équipés et gérés avec transparence et efficacité.



Mesures clés pour transformer le système de santé

Soins gratuits pour les plus vulnérables

Mise en place d'un système de gratuité totale des soins pour les enfants de moins de 10 ans, les femmes enceintes, les personnes âgées de plus de 65 ans sans revenu, et toute personne gagnant moins de 100.000 FCFA par mois. Pour les autres patients, nous instaurerons un système de subvention dégressive selon le revenu, garantissant que personne ne s'endette pour se soigner.

Programme National de Bien-Être Mental

Création d'un programme pionnier en Afrique francophone avec l'intégration de psychologues et conseillers en santé mentale dans les hôpitaux et écoles. Déploiement d'une plateforme numérique de soutien psychologique gratuite accessible par téléphone et internet. Lancement d'une campagne nationale de déstigmatisation pour changer le regard sur les troubles mentaux.

Investissement dans les hôpitaux publics

Plan ambitieux de modernisation de 10 hôpitaux régionaux majeurs sur 5 ans, avec un équipement de pointe et des conditions d'accueil dignes. Mise en place d'un audit national des achats hospitaliers pour éliminer les détournements et optimiser les ressources. Recrutement de 5.000 professionnels de santé supplémentaires, en priorité parmi les jeunes diplômés camerounais.

Carte Santé Nationale Numérique

Déploiement d'un système innovant de dossier médical numérique personnel pour chaque citoyen, accessible via une carte à puce ou une application mobile. Ce système permettra un suivi centralisé des patients, garantira la transparence des soins et contribuera à la lutte contre la corruption dans le secteur médical.

Santé mobile en zones rurales

Mise en circulation d'une flotte de cliniques mobiles équipées pour desservir les zones reculées du pays. Développement de la téléconsultation et du dépistage via tablettes et connexions satellitaires pour les villages isolés, garantissant que l'éloignement géographique ne soit plus un obstacle à l'accès aux soins.

Résultats attendus de la réforme sanitaire

À 5 ans

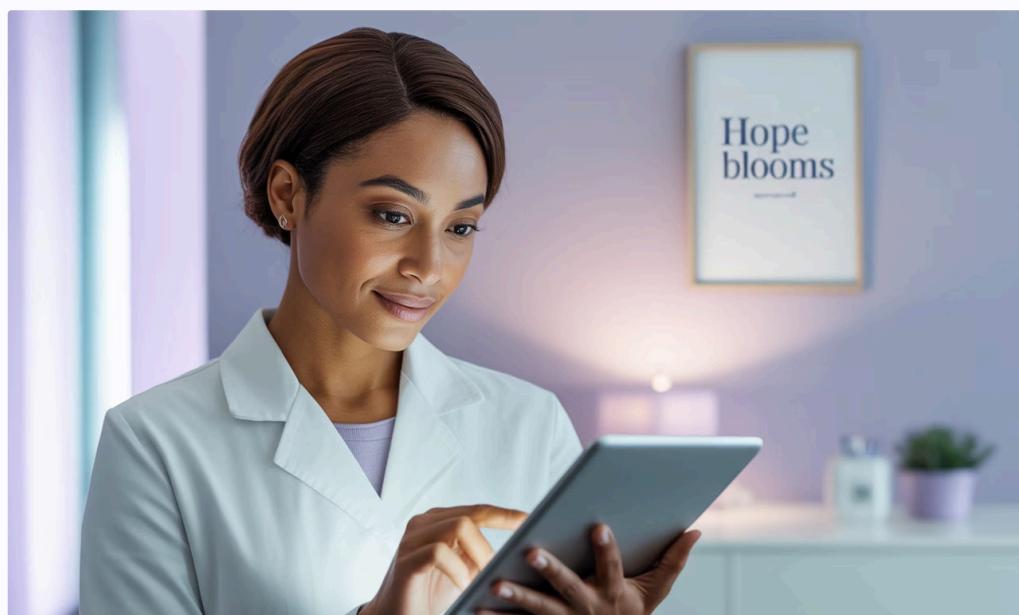
- Accès gratuit aux soins pour 60% des Camerounais
- Réduction de 20% du taux de mortalité infantile
- Déploiement de 100 psychologues publics à travers le pays
- 10 hôpitaux régionaux entièrement modernisés
- Baisse de 30% des dépenses catastrophiques de santé pour les ménages

À 10 ans

- Un système de santé classé parmi les 3 meilleurs d'Afrique centrale
- Réduction de 40% des hospitalisations d'urgence évitables
- Intégration durable de la santé mentale dans les politiques publiques
- Couverture sanitaire universelle pour 80% de la population
- Développement d'un pôle d'excellence médicale attirant des patients internationaux

"Un pays qui soigne ses pauvres est humain. Un pays qui soigne leur esprit est visionnaire."

Notre réforme du système de santé camerounais ne se contente pas d'améliorer l'existant : elle propose une transformation radicale de notre approche du bien-être. En intégrant la santé mentale comme pilier fondamental, en garantissant l'accès aux soins pour les plus vulnérables et en modernisant nos infrastructures, nous construisons un système qui traite les Camerounais avec dignité et prévention plutôt qu'en urgence et dans la précarité. Cette révolution sanitaire contribuera directement à notre productivité économique, à notre stabilité sociale et à notre rayonnement international.



Chapitre 3 — Justice et Sécurité Équitables

"Une justice lente, corrompue ou inaccessible est une injustice nationale."

Diagnostic

Le système judiciaire et sécuritaire camerounais souffre de dysfonctionnements profonds qui minent la confiance des citoyens et entravent le développement national. Selon Transparency International, notre pays est classé 144e sur 180 en matière de perception de la corruption, un indicateur alarmant qui reflète une réalité quotidienne pour de nombreux Camerounais confrontés aux institutions judiciaires.

La justice est trop souvent perçue comme lente, politisée et réservée aux citoyens fortunés qui peuvent s'offrir les services d'avocats ou influencer les décisions. Cette situation est aggravée par le fait que de nombreuses décisions judiciaires, même lorsqu'elles sont rendues équitablement, restent inexécutées, créant un sentiment d'impunité généralisée.

Plus préoccupant encore, plus de 60% des personnes incarcérées dans nos prisons sont en détention provisoire, souvent pour des délits mineurs. Cette surpopulation carcérale préventive témoigne d'un système qui punit avant de juger, particulièrement les plus démunis qui ne peuvent pas payer de caution.

Parallèlement, l'insécurité croît dans les zones urbaines, alimentée par le chômage et la pauvreté. La défiance envers les forces de police est massive, notamment chez les jeunes qui les perçoivent davantage comme une menace que comme une protection. Ce fossé entre les citoyens et leurs institutions de sécurité représente un danger pour la stabilité sociale à long terme.



Justice for all

Vision pour un système judiciaire et sécuritaire réformé

Notre vision repose sur un principe fondamental : un pays juste est un pays où la loi protège avant de punir. Nous voulons bâtir un système judiciaire où l'accès à un jugement équitable n'est pas un privilège réservé aux plus fortunés, mais un droit effectif pour chaque citoyen camerounais. Cette justice doit être rapide, lisible, numérique et intègre.

Concernant les forces de sécurité, notre ambition est de restaurer la confiance entre la police et la population. Une police respectée est d'abord une police qui respecte les citoyens qu'elle est censée protéger. Nous voulons transformer nos forces de l'ordre en véritables services publics de proximité, formés à la désescalade et à la résolution non-violente des conflits.

Cette double réforme de la justice et de la sécurité constitue un pilier essentiel de notre projet de société. Sans un système judiciaire équitable et des forces de l'ordre respectueuses, aucun développement économique ou social durable n'est possible. La justice et la sécurité ne sont pas des secteurs comme les autres : ils sont le socle sur lequel repose la confiance des citoyens dans leur État.

Justice accessible

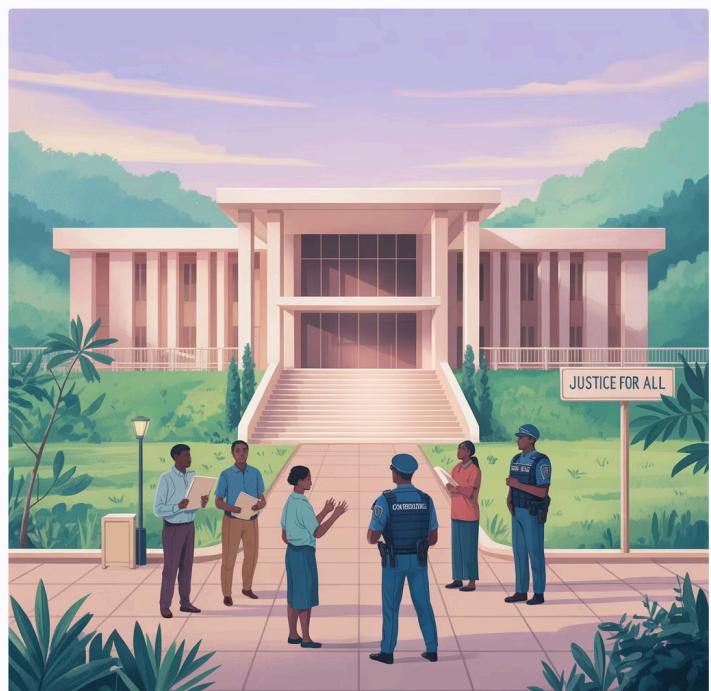
Un système judiciaire rapide, transparent et accessible à tous les citoyens, indépendamment de leur statut social ou économique.

Sécurité respectueuse

Des forces de l'ordre formées à la protection des citoyens plutôt qu'à leur intimidation, intégrant les principes de police de proximité et de désescalade.

Équité procédurale

Réduction drastique de la détention provisoire, développement des peines alternatives et garantie de procès équitables dans des délais raisonnables.



Mesures clés pour la réforme judiciaire et sécuritaire

Justice rapide, gratuite et numérisée

Déploiement de tribunaux numériques simplifiés pour les petits litiges civils (loyers, dettes, conflits familiaux), permettant des procédures accélérées et accessibles par smartphone. Mise en place d'un système d'aide juridictionnelle automatique pour les personnes sans revenu. Création d'une plateforme en ligne donnant accès aux décisions de justice pour garantir la transparence et la cohérence jurisprudentielle.

Création de la "Justice des Compétences"

Instauration d'un système novateur permettant à tout citoyen de faire appel à des commissions citoyennes mixtes pour des conflits liés à l'emploi, la terre ou la microentreprise. Ces commissions incluront des experts du domaine concerné et des citoyens tirés au sort. Les juges professionnels devront justifier toute décision contradictoire avec les recommandations de ces commissions, renforçant ainsi la légitimité technique des jugements.

Réforme de la police

Formation de 10.000 nouveaux policiers communautaires spécialisés dans la résolution non-violente des conflits et le service aux citoyens. Introduction du port obligatoire de caméras embarquées lors des opérations sensibles pour garantir la transparence et protéger à la fois les citoyens et les agents. Création d'un numéro unique d'urgence avec retour systématique au plaignant sur les suites données à son appel.

Réduction massive de la détention provisoire

Réforme légale imposant que toute détention préventive soit validée par un juge dans un délai maximum de 7 jours, avec obligation de motivation détaillée. Développement ambitieux des peines alternatives pour les délits mineurs (travail d'intérêt général, formation obligatoire, surveillance électronique) afin de désengorger les prisons et favoriser la réinsertion.

École Nationale d'Éthique Judiciaire

Création d'une institution dédiée à la formation continue des juges, greffiers et procureurs aux principes d'éthique, d'impartialité et de service public. Mise en place d'un système de surveillance indépendante de la conduite des magistrats. Lancement d'un Observatoire National de la Justice, composé de juristes, de citoyens et d'ONG, chargé d'évaluer régulièrement les performances du système judiciaire.

Résultats attendus de la réforme judiciaire et sécuritaire

À 5 ans

- Réduction de 50% du taux de détention provisoire
- Accès numérique aux décisions dans 80% des tribunaux
- 10.000 policiers communautaires formés et en activité
- Création et fonctionnement effectif de l'Observatoire de la Justice
- Diminution de 30% des délais moyens de traitement des affaires judiciaires

À 10 ans

- Justice perçue comme équitable par plus de 70% des citoyens
- Confiance restaurée dans la police et les institutions judiciaires
- Corruption réduite de moitié dans les procédures locales
- Diminution significative de la criminalité dans les zones urbaines
- Amélioration du classement du Cameroun dans les indices internationaux de justice et d'État de droit

"Une nation respectée commence par une justice respectée."

Notre réforme du système judiciaire et sécuritaire n'est pas seulement une question technique ou institutionnelle : c'est une refondation du contrat social entre l'État camerounais et ses citoyens. En établissant une justice équitable, rapide et transparente, nous créons les conditions d'une confiance renouvelée dans les institutions. En transformant notre police en véritable service public de protection, nous garantissons un environnement sûr propice au développement économique et social. Cette double réforme constitue ainsi un préalable indispensable à toutes les autres transformations que nous proposons pour le Cameroun.



Chapitre 4 — Économie Souveraine et Nation Entrepreneuriale

"On ne sortira jamais de la pauvreté en important les idées des autres. Il faut créer, ici, maintenant."

Diagnostic

L'économie camerounaise souffre d'une dépendance chronique qui freine son développement et sa prospérité. Actuellement, notre pays dépend à plus de 80% des importations pour sa consommation quotidienne, y compris pour des produits que nous pourrions facilement produire localement. Cette situation affaiblit notre souveraineté économique et nous rend vulnérables aux fluctuations des marchés internationaux.

Le chômage touche plus de 30% des jeunes diplômés, créant une génération frustrée et sous-employée malgré ses compétences et son potentiel. Ce gaspillage de talent humain représente une perte considérable pour notre économie nationale et alimente l'émigration de nos cerveaux les plus brillants.

Les entrepreneurs camerounais font face à un environnement hostile à l'innovation : impôts lourds dès la création d'entreprise, administration lente et opaque, absence de financement local pour les startups. Ces obstacles structurels découragent l'initiative et la prise de risque, pourtant essentielles à la création de richesse.

Paradoxalement, alors que le Cameroun regorge de talents dans le domaine technologique, notre secteur numérique reste embryonnaire. Nos développeurs, ingénieurs et créateurs numériques travaillent souvent dans l'informalité ou pour des entreprises étrangères, faute d'écosystème local structuré et soutenu.



Vision pour une économie souveraine et entrepreneuriale

Notre vision économique repose sur un principe fondamental : une économie souveraine est une économie qui pense, produit et exporte. Nous refusons de continuer à être de simples consommateurs des idées et technologies venues d'ailleurs. Le Cameroun doit devenir un créateur de solutions, une source d'innovation et un exportateur de savoirs.

Nous voulons faire du Cameroun une véritable Start-up Nation africaine, où chaque cerveau peut se transformer en créateur de richesse. Cette ambition passe par la création d'écosystèmes d'innovation, à commencer par la "Yaoundé Valley", notre future Silicon Valley camerounaise qui deviendra un hub technologique de référence pour toute l'Afrique centrale.

Notre approche économique est résolument tournée vers la production locale, l'innovation et l'entrepreneuriat. Nous croyons fermement que le développement du Cameroun ne viendra pas des aides internationales ou des grands groupes étrangers, mais de nos propres talents, de nos idées et de notre capacité à les transformer en entreprises prospères et créatrices d'emplois.

Innovation technologique

Création d'écosystèmes favorables à l'émergence de startups et d'entreprises technologiques camerounaises capables de résoudre nos problèmes locaux et de rayonner à l'international.

Entrepreneuriat facilité

Simplification radicale de la création et de la gestion d'entreprise, avec un accompagnement adapté aux jeunes entrepreneurs et un accès facilité au financement.

Production locale valorisée

Développement d'une économie centrée sur la production camerounaise, la transformation locale de nos ressources et la valorisation de nos savoir-faire.



Mesures clés pour transformer l'économie camerounaise

Création de la Yaoundé Valley



Développement d'un quartier technologique ultra-connecté à Yaoundé, avec des extensions à Douala et Buea, regroupant espaces de coworking, laboratoires de recherche, universités techniques, incubateurs et logements abordables pour les entrepreneurs. Ce hub bénéficiera d'une réduction fiscale totale pendant 5 ans pour toute entreprise technologique locale qui s'y installera, créant ainsi un véritable écosystème d'innovation.

Fonds Souverain de l'Innovation (FSI)



Création d'un fonds d'investissement public doté de 100 milliards FCFA sur 5 ans, destiné à financer les projets technologiques made in Cameroun. Ce fonds soutiendra prioritairement les startups innovantes dans des secteurs stratégiques comme l'agriculture, l'éducation, la santé et l'environnement. Il investira également dans les brevets, logiciels et prototypes développés localement, assurant ainsi la souveraineté intellectuelle du Cameroun.



Réforme du climat entrepreneurial

Mise en place d'une plateforme unique de création d'entreprise permettant de finaliser toutes les démarches en 48 heures maximum. Suppression totale des taxes de démarrage pour les entreprises de moins de 5 salariés pendant leurs deux premières années d'existence. Lancement du "statut d'entrepreneur citoyen" pour les jeunes de 18 à 35 ans, offrant un accès facilité au crédit, aux marchés publics et à la formation continue.



Souveraineté productive

Développement du plan "Made in Cameroun" incluant un système de labellisation, des incitations fiscales et une préférence nationale dans les achats publics pour les produits locaux. Mise en place d'un système efficace de protection des innovations locales (brevets, designs, marques) pour encourager la création intellectuelle camerounaise et empêcher son appropriation par des entités étrangères.



École entrepreneuriale

Introduction de l'enseignement de l'entrepreneuriat dès l'école primaire, avec des projets pratiques adaptés à chaque niveau. Création de lycées et universités spécialisés dans l'innovation, couvrant des domaines essentiels comme le design, la programmation, la robotique, l'intelligence artificielle, les biotechnologies et l'agriculture durable. Ces établissements formeront la prochaine génération d'entrepreneurs innovants camerounais.

Résultats attendus de la transformation économique

À 5 ans

- Yaoundé Valley pleinement fonctionnelle et reconnue internationalement
- 5.000 startups actives et innovantes dans l'écosystème camerounais
- 50.000 nouveaux emplois créés dans le secteur technologique
- Processus de création d'entreprise simplifié et gratuit pour les jeunes entrepreneurs
- Augmentation de 30% de la production locale dans les secteurs stratégiques

À 10 ans

- Cameroun reconnu comme le hub technologique de référence en Afrique centrale
- 1 million d'emplois créés via l'économie locale et numérique
- Le pays devient exportateur de solutions technologiques africaines
- Réduction de 50% de notre dépendance aux importations de produits transformés
- Émergence de "licornes" camerounaises valorisées à plus d'un milliard de dollars

"Le Cameroun n'est pas pauvre, il est non financé. Il est temps de parier sur nos cerveaux."

Notre transformation économique ne se limite pas à des mesures techniques ou fiscales : c'est une révolution culturelle qui place l'entrepreneuriat, l'innovation et la production locale au cœur de notre identité nationale. En créant la Yaoundé Valley et en soutenant massivement nos entrepreneurs, nous ne nous contentons pas de créer des emplois – nous construisons un nouveau modèle économique africain, souverain et créatif. Cette ambition économique est indissociable de notre révolution éducative : c'est en formant des génies dès le plus jeune âge que nous pourrons bâtir une économie de l'intelligence qui rayonnera bien au-delà de nos frontières.



Chapitre 5 — Gouvernance Ouverte et Institutions Modernisées

"Le vrai pouvoir n'est pas dans les palais, il est dans la transparence."

Diagnostic

La gouvernance camerounaise présente des déficiences structurelles qui entravent notre développement et minent la confiance des citoyens. Selon l'indice Mo Ibrahim 2023, le Cameroun n'est classé que 24e sur 54 pays africains en matière de qualité de gouvernance, un classement médiocre qui reflète nos faiblesses institutionnelles.

La majorité des Camerounais ne comprennent pas les décisions publiques qui affectent leur vie quotidienne. Cette opacité n'est pas accidentelle : elle masque souvent des pratiques de corruption et de détournement qui coûtent plus de 300 milliards FCFA par an à l'État, selon les estimations les plus conservatrices.

Notre appareil institutionnel souffre d'un empilement d'organisations inutiles, doublonnées ou fantômes qui alourdissent le budget de l'État sans apporter de services réels aux citoyens. Ces structures servent souvent de prébende politique plutôt que d'instruments de développement.

L'administration camerounaise reste largement ancrée dans des pratiques archaïques : procédures papier, présence physique obligatoire, multiples tampons et signatures. Cette lenteur bureaucratique est particulièrement déconnectée des attentes de notre jeunesse, habituée à l'immédiateté des services numériques dans sa vie quotidienne.



Vision pour une gouvernance moderne et transparente

Notre vision repose sur un principe fondamental : il est temps de gouverner avec le peuple, et non au-dessus de lui. Une gouvernance moderne est par essence une gouvernance lisible, participative et transparente. Le numérique n'est pas un gadget technologique, mais un puissant outil de démocratie réelle et de contrôle citoyen.

Nous voulons construire un État ouvert, où chaque décision, chaque dépense, chaque nomination peut être consultée, comprise et évaluée par n'importe quel citoyen. Cette transparence radicale n'est pas une concession au peuple, mais la condition même de l'efficacité publique et de la confiance citoyenne.

Notre ambition va au-delà de la simple numérisation des procédures existantes : nous voulons repenser fondamentalement la relation entre l'État et le citoyen, en plaçant ce dernier au centre. L'administration doit devenir un service public au sens noble du terme, efficace, respectueux et accessible à tous, y compris dans les zones rurales et auprès des populations moins familières avec le numérique.

Transparence radicale

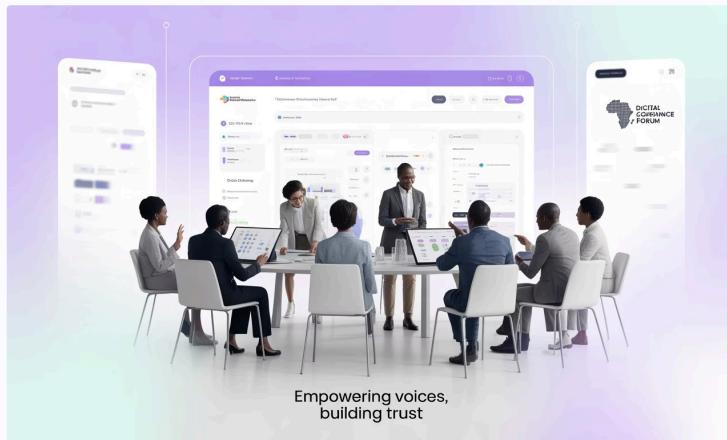
Publication systématique et accessible de toutes les informations publiques, des budgets aux contrats, permettant un contrôle citoyen effectif et continu.

État rationalisé

Suppression des structures inutiles ou redondantes, simplification administrative et réduction significative du train de vie de l'État.

Démocratie participative

Intégration des citoyens dans le processus décisionnel grâce aux outils numériques, créant une gouvernance collaborative plutôt que verticale.



Mesures clés pour moderniser la gouvernance

Plateforme Nationale "Cameroun Ouvert / CitizenConnect"

Création d'une plateforme numérique complète où tous les budgets publics, contrats, dépenses, nominations et réformes seront publiés en temps réel. Chaque citoyen pourra consulter, commenter et signaler les irrégularités directement via cette interface. La plateforme sera accessible par mobile, disponible en langues locales et inclura une carte interactive des projets publics, permettant aux habitants de suivre concrètement l'utilisation des ressources nationales dans leur région.

Suppression des institutions inutiles

Lancement d'un audit public indépendant des agences, comités et ministères pour identifier les structures redondantes ou improductives. Cette évaluation rigoureuse permettra la fusion des entités qui se répètent et l'élimination de celles qui ne servent pas efficacement l'intérêt public. Notre objectif est de réduire le train de vie de l'État de 30% sur trois ans, sans toucher aux salaires de base des fonctionnaires, en ciblant uniquement les dépenses superflues et les structures improductives.

Démocratie directe numérique

Développement d'une application mobile de démocratie participative permettant d'organiser des référendums citoyens et des votes d'opinion sur les lois majeures. Notre ambition est que 1 million de Camerounais puissent donner leur avis chaque trimestre sur les orientations nationales. Ce système intégrera progressivement les jeunes et la diaspora dans le débat public, créant ainsi une gouvernance plus inclusive et représentative de toutes les voix camerounaises.

Contrats publics 100% numériques

Abandon définitif des appels d'offres papier au profit d'un système entièrement numérique, transparent et traçable. Mise en place d'un algorithme d'attribution des marchés basé sur des critères objectifs : qualité, coût, transparence et localisation. Publication systématique d'une liste des fournisseurs de l'État, avec les montants des contrats et les évaluations de performance, rendant impossible la dissimulation des conflits d'intérêts.

École Nationale de Gouvernance Ouverte

Création d'une institution d'excellence pour former la nouvelle génération de hauts fonctionnaires camerounais : compétents numériquement, intègres et véritablement orientés vers le service public. Le recrutement se fera exclusivement par test de compétences et non par parrainage politique. Tous les fonctionnaires, quel que soit leur niveau, recevront une formation annuelle obligatoire en éthique publique et en utilisation des outils numériques.

Résultats attendus de la modernisation gouvernementale

À 5 ans

- Plateforme Cameroun Ouvert utilisée activement par 5 millions de citoyens
- Un tiers des agences publiques fusionnées ou supprimées
- Corruption administrative réduite de 50% grâce à la transparence numérique
- L'État économise 500 milliards FCFA cumulés sur les dépenses superflues
- 80% des services administratifs accessibles en ligne ou via mobile

À 10 ans

- Cameroun classé dans le top 10 africain en matière de transparence publique
- Administration entièrement numérique, rapide, multilingue et accessible
- Confiance citoyenne restaurée dans les institutions publiques
- Participation massive des jeunes et de la diaspora aux décisions nationales
- Réduction structurelle et durable des dépenses publiques improductives

"Je ne veux pas plus de pouvoir que vous. Je veux juste que vous puissiez le voir."

Notre réforme de la gouvernance représente bien plus qu'une simple modernisation technique : c'est une révolution culturelle et démocratique. En rendant l'État transparent, efficace et participatif, nous réinventons la relation entre les citoyens et leurs institutions. Cette transformation est indispensable pour accompagner nos autres réformes économiques, éducatives et sociales. Un État opaque et bureaucratique ne peut pas conduire une révolution de l'intelligence ou bâtir une économie souveraine. Notre vision de la gouvernance ouverte est ainsi le socle sur lequel nous construirons le nouveau Cameroun : un pays où le pouvoir n'est plus confisqué mais partagé, où la transparence n'est pas une exception mais la norme.



Chapitre 6 — Écologie, Ressources et Territoires Intelligents

"Protéger notre terre, c'est protéger notre avenir. L'exploiter intelligemment, c'est bâtir notre prospérité."

Diagnostic

Le Cameroun, souvent décrit comme une "Afrique en miniature" pour sa diversité écologique, fait face à des défis environnementaux majeurs qui menacent son avenir. Notre pays perd plus de 100.000 hectares de forêt chaque année, principalement en raison d'exploitations illégales qui enrichissent quelques individus tout en appauvrissant le patrimoine national. Cette déforestation accélérée affecte non seulement notre biodiversité exceptionnelle, mais aussi notre résilience face au changement climatique.



Notre gestion des déchets est également alarmante : moins de 30% des déchets produits sont traités ou recyclés, le reste polluant nos sols, nos cours d'eau et nos océans. Cette situation engendre des problèmes sanitaires graves dans de nombreuses communautés, particulièrement dans les zones urbaines défavorisées.



Paradoxalement, les régions les plus riches en ressources naturelles (minières, agricoles, forestières) restent parmi les plus pauvres du pays. Cette contradiction révèle un modèle d'exploitation qui ne profite pas aux populations locales et crée des tensions sociales persistantes. Parallèlement, l'accès à l'eau potable et à une énergie stable demeure un luxe dans plusieurs régions rurales, malgré notre potentiel hydraulique et solaire considérable.



Enfin, notre aménagement du territoire souffre d'un déséquilibre chronique : hyper-concentration à Yaoundé et Douala, désertification économique dans le reste du pays. Cette organisation spatiale inefficace entrave notre développement harmonieux et renforce les inégalités régionales.

Vision pour une gestion écologique et territoriale intelligente

Notre vision est ambitieuse mais réaliste : faire du Cameroun le poumon vert de l'Afrique, une puissance agricole propre, et un modèle de gestion locale intelligente des ressources. Nous refusons le faux dilemme entre protection de l'environnement et développement économique. Le développement durable n'est pas un luxe pour notre pays, mais la seule voie viable vers une prospérité partagée et pérenne.

Nous devons gérer nos ressources naturelles comme un peuple souverain et visionnaire — pas comme un marché à ciel ouvert où le plus offrant peut piller notre patrimoine. Cela implique une gouvernance transparente, une redistribution équitable des bénéfices, et une vision à long terme qui prend en compte les générations futures.

Notre approche des territoires repose sur un principe d'équilibre et d'intelligence : chaque région doit pouvoir développer ses atouts spécifiques et offrir à ses habitants des opportunités économiques, culturelles et sociales. La décentralisation ne doit pas être une simple réforme administrative, mais une transformation profonde de notre organisation territoriale au service d'un développement harmonieux.

Écologie patriotique

Protection de notre patrimoine naturel comme ressource nationale stratégique, avec une gestion rigoureuse et transparente qui bénéficie à tous les Camerounais.

Territoires équilibrés

Développement harmonieux de toutes les régions du pays, avec une décentralisation effective et une valorisation des atouts spécifiques de chaque territoire.

Économie verte locale

Création d'emplois et d'opportunités économiques dans le secteur de l'environnement, particulièrement pour les jeunes en zones rurales.

Mesures clés pour une gestion écologique et territoriale transformée

Plan "Terre Propre, Peuple Prospère"

Lancement d'un programme ambitieux visant zéro déforestation illégale d'ici 2030. Mise en place d'une cartographie nationale détaillée des forêts utilisant la technologie satellite pour surveiller en temps réel toute exploitation non autorisée. Introduction de la responsabilité pénale directe pour les entreprises et agents publics impliqués dans l'exploitation illicite, avec des sanctions dissuasives. Création de brigades forestières citoyennes associant technologies modernes et savoirs traditionnels.

Création de "Zones vertes intelligentes"

Développement de régions pilotes équipées d'infrastructures écologiques intégrées : énergie solaire, agriculture durable, systèmes de recyclage local et transport public électrique. Ces zones seront dotées de technologies connectées permettant de suivre précisément la consommation d'eau, d'électricité et les émissions de CO₂. Elles serviront de modèles pour un développement territorial respectueux de l'environnement et économiquement viable, avec l'objectif d'étendre progressivement ce modèle à l'ensemble du pays.

Réforme de la fiscalité minière et forestière

Augmentation significative des redevances minières exigées des multinationales exploitant nos ressources, alignées sur les standards internationaux les plus favorables aux pays producteurs. Redistribution directe et transparente de 25% des revenus aux communes locales directement impactées par l'exploitation. Création d'un Fonds de reconstruction environnementale alimenté par les exploitants et destiné à restaurer les écosystèmes après chaque cycle d'exploitation, garantissant ainsi la durabilité de nos ressources.

Économie verte et emploi rural

Implantation d'incubateurs agricoles et écologiques dans chaque région du pays pour soutenir l'entrepreneuriat vert local. Formation de 100.000 jeunes "éco-entrepreneurs" d'ici 2030, spécialisés dans des domaines comme la production de compost, l'installation de panneaux solaires, la revalorisation du bois ou l'agriculture biologique. Lancement d'un programme national de certification et de soutien aux entreprises vertes locales, avec accès préférentiel aux marchés publics.

Nouvelle carte d'aménagement du territoire

Mise en œuvre d'une politique volontariste de décentralisation des grands pôles économiques, universitaires et hospitaliers vers des régions actuellement marginalisées comme l'Adamaoua, l'Est ou le Nord. Valorisation économique spécifique de chaque région en fonction de ses atouts naturels et culturels. Lancement d'un programme ambitieux de développement des villes secondaires intelligentes, dotées d'infrastructures modernes et durables pour offrir une alternative aux deux métropoles saturées.

Résultats attendus de la transformation écologique et territoriale

À 5 ans



- Réduction de 50% de la déforestation illégale
- 5 régions transformées en "zones vertes intelligentes" pleinement fonctionnelles
- 10.000 éco-entrepreneurs formés et actifs dans l'économie verte
- Premier centre minier entièrement géré par une coopérative locale
- Augmentation de 30% des revenus locaux issus des ressources naturelles

À 10 ans



- Cameroun reconnu comme leader écologique en Afrique
- 100.000 emplois durables créés dans l'économie verte
- Meilleure redistribution des bénéfices des ressources naturelles aux populations locales
- Équilibre territorial renforcé avec des pôles de développement dans toutes les régions
- Autosuffisance énergétique propre dans 50% des communes rurales

"Notre avenir ne viendra pas du pétrole, mais de ce qu'il nous reste : notre sol, notre eau, notre savoir."

Notre transformation écologique et territoriale constitue une rupture fondamentale avec le modèle d'exploitation court-termiste qui a prévalu jusqu'à présent. En protégeant nos forêts, en valorisant durablement nos ressources et en rééquilibrant notre territoire, nous ne faisons pas que préserver notre environnement – nous construisons les fondations d'une économie plus résiliente, plus juste et plus prospère. Cette approche écologique n'est pas une contrainte imposée par des préoccupations internationales, mais une stratégie patriotique visant à maximiser la valeur de notre patrimoine naturel pour les Camerounais d'aujourd'hui et de demain. Elle s'inscrit parfaitement dans notre vision d'un Cameroun souverain, innovant et tourné vers l'avenir.

Chapitre 7 — Immigration Inversée et Attractivité Internationale

"Quand l'Occident perd le sens, l'Afrique peut devenir le refuge du sens."

Diagnostic

Nous assistons à un phénomène paradoxal : tandis que des millions de jeunes Africains risquent leur vie pour fuir vers l'Europe, une partie croissante des élites occidentales cherche également à s'échapper de son propre système. Cette "fuite occidentale" est motivée par plusieurs facteurs : une éducation déconnectée des valeurs fondamentales, une société de plus en plus individualiste et atomisée, une perte inquiétante de repères culturels et spirituels, et un coût de la vie devenu prohibitif dans de nombreuses métropoles européennes et américaines.

Parallèlement, l'Afrique, et le Cameroun en particulier, conserve des atouts que l'Occident est en train de perdre : des familles unies et solidaires, un socle de valeurs solides, un rapport au sacré et à l'autorité préservé, des terres fertiles, des ressources abondantes, et une jeunesse dynamique en quête de sens et d'opportunités.

Pourtant, malgré ce potentiel extraordinaire, le Cameroun n'accueille ni ne capitalise sur cette inversion silencieuse des flux migratoires. Notre pays reste perçu comme une destination de transit ou d'aide humanitaire, et non comme un lieu d'installation durable pour des talents internationaux. Nous n'attirons pas, nous subissons.

Cette situation représente une opportunité historique manquée, tant sur le plan économique (investissements, transferts de compétences) que sur le plan du rayonnement international et du développement éducatif. L'expérience réussie de Simo University, qui a attiré des milliers de familles dès son lancement officiel, démontre pourtant qu'il existe une demande internationale réelle pour des modèles éducatifs et sociaux alternatifs ancrés dans les valeurs africaines.

Vision pour une immigration choisie et un rayonnement international

Notre vision est radicalement novatrice : faire du Cameroun un havre d'intelligence, de paix sociale, de traditions vivantes et d'éducation ambitieuse. Nous voulons créer une nation où les familles du monde entier choisissent délibérément de s'installer, d'éduquer leurs enfants, et d'investir leurs compétences et leurs capitaux.

Cette approche d'immigration inversée n'est pas un simple renversement des flux migratoires traditionnels. C'est une stratégie de développement qui permet au Cameroun de se positionner comme un refuge de sens et de valeurs dans un monde occidental en crise identitaire. L'Afrique ne sera plus une porte de sortie pour les désespérés, mais une destination de choix pour ceux qui cherchent à retrouver un équilibre entre tradition et modernité.

Cette vision répond à un double objectif : attirer des compétences, des investissements et des innovations qui contribueront directement à notre développement économique, tout en renforçant notre influence culturelle et notre soft power à l'échelle mondiale. Elle permettra également de financer une part significative de nos projets de développement grâce aux investissements des résidents internationaux et aux revenus générés par notre système éducatif d'excellence.



Attractivité sélective

Attirer des talents, des familles et des investisseurs internationaux partageant nos valeurs et contribuant activement au développement du Cameroun.

Éducation d'excellence

Développer un système éducatif de niveau mondial, inspiré de Simo University, capable d'attirer des élèves internationaux et de former l'élite africaine de demain.

Valeurs traditionnelles

Valoriser et promouvoir nos traditions familiales, spirituelles et communautaires comme alternative au modèle occidental individualiste en crise.

Mesures clés pour développer l'immigration inversée

Statut de Résident Contributeur International

Création d'un visa spécial destiné aux talents internationaux, entrepreneurs, enseignants, médecins, ingénieurs, artistes et autres professionnels qualifiés souhaitant s'installer au Cameroun. Ce statut sera accordé sur la base de critères précis : investissement économique, transfert de savoir-faire, projet éducatif ou social bénéfique pour le Cameroun. Il offrira un accès simplifié à la résidence permanente, à la scolarité pour les enfants et à une forme de citoyenneté économique, avec des droits spécifiques sans nécessairement accorder le droit de vote.

Développement d'écoles d'excellence internationales

Création d'un réseau d'établissements scolaires inspirés du modèle Simo University, offrant une pédagogie neuronale avancée, un trilinguisme (français, anglais, langue locale), et une excellence morale fondée sur nos valeurs traditionnelles. Ces écoles seront ouvertes aux élèves camerounais et internationaux, créant un brassage culturel enrichissant. Elles bénéficieront d'une accréditation internationale et disposeront de campus d'élite bilingues répartis dans les principales régions du pays, offrant ainsi une alternative éducative de premier plan aux familles expatriées et locales.

Programme Diaspora + 1

Mise en place d'un système incitatif original : pour chaque Camerounais de la diaspora qui revient s'installer au pays, une famille étrangère peut être parrainée pour s'y établir et investir. Ce parrainage donnera accès à des facilités douanières, foncières et fiscales pour les deux parties, créant ainsi une synergie entre retour de la diaspora et immigration qualifiée. Notre objectif est d'atteindre 10.000 installations de familles dans ce cadre d'ici 2030, générant un cercle vertueux d'investissement et d'innovation.

Label "Vivre au Cameroun"

Développement d'une marque nationale attractive mettant en avant les atouts uniques du Cameroun comme destination de vie : écoles trilingues de qualité, systèmes de santé rénovés, coût de la vie abordable, climat stable toute l'année, et sécurité morale et sociale pour les familles. Cette stratégie de marketing territorial s'appuiera sur une campagne de communication mondiale ciblant spécifiquement les familles avec enfants, les retraités actifs, et les travailleurs du savoir pouvant exercer à distance, avec un accent particulier sur les régions occidentales en crise identitaire et sociale.

Cité Internationale des Valeurs

Création d'un quartier pilote à Yaoundé, puis dans d'autres villes comme Douala, Limbé et Bafoussam, spécifiquement conçu pour accueillir une communauté internationale diversifiée. Ces cités comprendront des écoles internationales, des instituts de recherche, des médias multiculturels, des logements de qualité et des espaces spirituels et culturels variés. Elles seront pensées comme des pôles d'innovation multiculturels où les valeurs traditionnelles et la modernité technologique coexistent harmonieusement, offrant un cadre de vie unique qui n'existe nulle part ailleurs.

Résultats attendus de la stratégie d'immigration inversée

À 5 ans

- 10.000 résidents internationaux qualifiés installés au Cameroun
- 5 écoles d'excellence internationales pleinement opérationnelles
- 1 milliard FCFA d'investissements privés générés par le programme Diaspora +1
- Première Cité Internationale des Valeurs inaugurée et habitée
- Augmentation de 40% des demandes de résidence de longue durée



À 10 ans

- Cameroun reconnu comme destination éducative mondiale de premier plan
- Immigration qualifiée et équilibrée de 50.000 professionnels internationaux
- Création d'un "soft power camerounais" basé sur l'éducation, la sagesse et la stabilité
- Premier pays africain à attirer plus d'intellectuels qu'il n'en perd
- 5 milliards FCFA de revenus annuels générés par l'économie de l'immigration choisie



"Le monde cherche un lieu où vivre avec sens. Le Cameroun peut devenir ce lieu."

Notre stratégie d'immigration inversée représente une vision audacieuse et profondément originale du développement africain. En faisant du Cameroun une terre d'accueil pour les talents et les familles du monde entier, nous ne nous contentons pas d'attirer des investissements – nous positionnons notre pays comme un laboratoire de l'avenir, où tradition et innovation se rencontrent pour créer un modèle de société équilibrée. Cette approche s'inscrit parfaitement dans notre vision globale d'un Cameroun souverain, intelligent et rayonnant. Elle démontre que l'Afrique peut cesser d'être définie par ses problèmes pour devenir une source de solutions pour le monde entier. Au-delà des retombées économiques directes, cette stratégie nous permettra de financer nos autres projets de développement et de transformer l'image du Cameroun sur la scène internationale.

Chapitre 8 — Unité Nationale et Réconciliation Durable

"Il ne s'agit pas d'unir un territoire, mais de recoller un cœur brisé."

Diagnostic

Le Cameroun traverse une période critique de son histoire, marquée par des fractures profondes qui menacent son unité et sa stabilité. Depuis 2016, la crise anglophone a dégénéré en un conflit douloureux qui a causé des milliers de morts et de déplacés. Cette fracture linguistique et territoriale n'est pas un simple problème administratif ou politique – c'est une blessure ouverte dans notre conscience nationale.

Au-delà de cette crise spécifique, le tribalisme s'est progressivement normalisé dans notre société : il influence désormais ouvertement les nominations aux postes de responsabilité, les jugements quotidiens, et imprègne les réseaux sociaux de discours de haine. Ce phénomène crée un sentiment d'injustice et d'exclusion chez de nombreux Camerounais qui se sentent discriminés en raison de leur origine ethnique.

Cette situation a particulièrement affecté notre jeunesse, qui ne croit plus à l'idée d'une nation camerounaise unie et solidaire. Beaucoup se définissent d'abord par leur appartenance ethnique ou linguistique avant de se reconnaître comme Camerounais, symptôme d'un échec de notre projet national inclusif.



L'État lui-même fonctionne selon des logiques géopolitiques de division : le centre contre le nord, le sud contre l'ouest, les villes contre les campagnes. Cette fragmentation institutionnalisée entrave notre développement collectif et nous empêche de mobiliser notre potentiel commun. Plus grave encore, nous ne disposons d'aucun grand récit collectif unificateur ni d'une politique cohérente de réparation de la mémoire nationale qui pourrait transcender ces divisions.

Vision pour une réconciliation nationale authentique

Notre vision de l'unité nationale repose sur un principe fondamental : réconcilier sans effacer, honorer la diversité sans diviser. Nous voulons créer une république qui parle toutes ses langues, reconnaît toutes ses blessures et partage toutes ses espérances.

Le Cameroun ne peut pas réussir son développement sans l'engagement plein et entier de ses populations anglophones, sans la participation active de toutes ses communautés ethniques, sans l'exploitation harmonieuse de sa pluralité culturelle et linguistique. L'unité que nous proposons n'est pas une uniformité imposée d'en haut, mais une harmonie construite ensemble, respectueuse des spécificités de chacun.

Nous reconnaissions que l'unité nationale ne se décrète pas par des discours ou des slogans. Elle se reconstruit patiemment, à travers un processus sincère de dialogue, de vérité et de réparation. Cette réconciliation durable exige du courage politique pour affronter les erreurs du passé, de l'humilité pour reconnaître les souffrances infligées, et de la vision pour imaginer un avenir commun qui transcende nos divisions actuelles.

Dialogue national inclusif

Création d'espaces de discussion ouverts et transparents où toutes les voix, y compris les plus critiques, pourront s'exprimer et contribuer à la construction d'un nouveau pacte national.

Respect des spécificités

Reconnaissance constitutionnelle et institutionnelle de la diversité linguistique, culturelle et historique du Cameroun comme une richesse et non comme un problème.

Vérité et réconciliation

Processus rigoureux et transparent pour reconnaître les souffrances passées, établir les responsabilités et proposer des voies de réparation et de pardon.

Mesures clés pour la réconciliation nationale

Conférence Nationale de la Deuxième Indépendance

Organisation d'un forum national inclusif réunissant 1.000 délégués représentant toutes les composantes de la société camerounaise : élus locaux et nationaux, enseignants, jeunes, chefs traditionnels, Camerounais exilés, leaders religieux de toutes confessions. Cette conférence aura pour objectif de bâtir ensemble un Pacte National de Réconciliation, non partisan et tourné vers 2050. Ses conclusions feront l'objet d'une restitution publique et d'engagements institutionnels et symboliques forts de la part de l'État.

Statut d'autonomie culturelle et administrative renforcée

Inscription dans la Constitution de la reconnaissance explicite de la spécificité historique, culturelle et linguistique des régions anglophones. Mise en œuvre d'un transfert réel et substantiel de compétences administratives, éducatives et judiciaires aux collectivités locales, permettant une gestion adaptée aux réalités spécifiques de chaque région. Promotion active du bilinguisme inversé, encourageant l'apprentissage de l'anglais dans le sud francophone et du français dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest.

Commission Vérité et Fraternité

Mise en place d'une commission indépendante chargée d'enquêter sur les violences survenues entre 2016 et 2023, notamment dans les régions anglophones. Organisation d'auditions publiques permettant aux survivants, aux familles de victimes, aux militaires et aux ex-combattants de témoigner dans un cadre respectueux et sécurisé. L'objectif n'est pas la vengeance mais la reconnaissance des souffrances, suivie de réparations morales, sociales ou symboliques pour les victimes.

Réécriture collective du récit national

Refonte des programmes d'histoire enseignés dans nos écoles pour intégrer les perspectives de toutes les régions, les récits des résistances locales et les grandes figures oubliées de notre histoire commune. Construction d'un Mémorial de la Réconciliation à Buea ou Bamenda, symbolisant notre engagement à ne pas répéter les erreurs du passé. Réinvention de notre fête nationale pour en faire un moment vraiment inclusif et participatif, centré sur un nouveau rituel national rassembleur.

Programme Jeunesse Unifiée

Formation de brigades civiles mixtes regroupant des jeunes de toutes les régions du pays – nord, sud, est, ouest, anglophones et francophones – pour réaliser ensemble des projets d'intérêt national dans l'agriculture, l'innovation, la culture ou le sport.

Résultats attendus de la réconciliation nationale

À 5 ans

- Organisation réussie de la Conférence nationale et signature du Pacte de Réconciliation
- Commission Vérité et Fraternité pleinement opérationnelle avec des auditions publiques régulières
- Début effectif d'une réforme territoriale adaptée aux spécificités culturelles et linguistiques
- 5.000 jeunes engagés dans les brigades civiles mixtes du Programme Jeunesse Unifiée
- Diminution significative des incidents violents dans les régions anglophones

À 10 ans

- Réduction de 70% des tensions régionales exprimées dans les enquêtes d'opinion
- Émergence d'une nouvelle fierté nationale mesurable chez les jeunes de toutes régions
- Retour de la confiance des régions historiquement marginalisées envers les institutions nationales
- Construction effective de la première génération post-divisions, avec des leaders issus de tous horizons
- Amélioration significative du classement du Cameroun dans les indices internationaux de cohésion sociale

"Le Cameroun ne doit plus être un pays de clans. Il doit devenir une famille. Et dans une famille, on répare, on pardonne, on avance."

Notre démarche de réconciliation nationale n'est pas une simple politique sectorielle parmi d'autres – c'est le fondement même de notre projet pour le Cameroun. Sans unité retrouvée, aucune de nos autres ambitions ne pourra pleinement se réaliser. Un pays divisé ne peut ni innover efficacement, ni éduquer équitablement, ni prospérer durablement. En transformant nos fractures en force, en faisant de notre diversité un atout plutôt qu'un obstacle, nous ne nous contentons pas de réparer le passé – nous construisons les conditions d'un avenir commun radieux. Cette réconciliation n'est pas un luxe ou une option : c'est une nécessité vitale pour notre survie et notre épanouissement en tant que nation.

Chapitre 9 — Constitution des Enfants et des Générations Futures

"Un pays qui pense à ses enfants pense plus loin que le pouvoir."

Diagnostic

La Constitution actuelle du Cameroun présente une lacune fondamentale : elle n'évoque quasiment pas l'enfant comme sujet central de la République. Cette absence révèle une vision de l'État centrée sur les adultes et, plus spécifiquement, sur les dirigeants. Cette orientation constitutionnelle a des conséquences concrètes sur notre gouvernance et notre avenir collectif.

La majorité des lois camerounaises sont pensées pour le présent immédiat, sans considération sérieuse pour leur impact sur les générations futures. Parallèlement, notre dette publique augmente sans vision claire de retour sur investissement générationnel. Nous empruntons souvent pour financer des dépenses improductives qui n'amélioreront pas le sort des enfants d'aujourd'hui ni de demain.

Plus préoccupant encore, les enfants camerounais sont exposés à de multiples vulnérabilités : pauvreté chronique, violence mentale et physique, manipulations religieuses ou politiques, et système éducatif de masse qui étouffe leur potentiel plutôt que de le développer. Cette situation n'est pas seulement un problème humanitaire – c'est une catastrophe stratégique pour notre développement national.

Malgré l'existence de textes internationaux comme la Convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée par le Cameroun, nous manquons cruellement de mécanismes concrets pour évaluer nos politiques publiques à l'aune de l'intérêt supérieur de l'enfant et des générations futures. Cette myopie institutionnelle compromet gravement notre capacité à construire un développement durable et équitable.



Vision pour une République centrée sur l'enfant et l'avenir

Notre vision est révolutionnaire dans sa simplicité : repenser la République à hauteur d'enfant. Nous voulons faire du Cameroun le premier pays au monde à filtrer systématiquement toutes ses lois, ses politiques et ses décisions par le prisme de l'intérêt des générations futures. Cette approche n'est pas seulement éthique – elle est profondément stratégique.

Nous proposons d'écrire une Constitution qui protège les neurones avant les fauteuils, qui garantit l'épanouissement des potentiels avant le maintien des priviléges. Une nation qui ose se soumettre au jugement de ses enfants et qui accepte de limiter ses actions présentes pour préserver l'avenir de sa descendance est une nation qui atteint une véritable maturité politique et morale.

Cette vision transcende les clivages traditionnels gauche-droite ou conservateurs-progressistes. Elle propose un nouveau paradigme de gouvernance fondé sur le temps long, la responsabilité intergénérationnelle et la préservation des potentiels humains. Elle répond également à une exigence de justice fondamentale : ceux qui subiront le plus longtemps les conséquences de nos décisions actuelles – les enfants et les générations à naître – devraient voir leurs intérêts spécifiquement protégés dans notre cadre constitutionnel et institutionnel.

Droits constitutionnels de l'enfant

Inscription explicite dans notre loi fondamentale des droits spécifiques de l'enfant, notamment son droit à l'éveil cognitif et au développement optimal de ses potentialités.

Gouvernance intergénérationnelle

Création de mécanismes institutionnels permettant d'évaluer systématiquement l'impact à long terme de nos décisions sur les générations futures.

Dette éthique

Établissement de principes stricts concernant l'endettement public, garantissant que nous n'hypothéquons pas l'avenir de nos enfants pour des dépenses improductives.

Mesures clés pour une République des générations futures

Révision constitutionnelle à travers le prisme de l'enfant

Modification de notre Constitution pour y inscrire explicitement le droit à l'éveil cognitif comme principe fondamental de la République. Cette révision garantira constitutionnellement le droit de tout enfant camerounais à une éducation neuronale précoce, à un environnement familial et mental stable, et à une protection contre toute forme de manipulation, qu'elle soit politique, religieuse ou économique. Ces principes constitutionnels se traduiront par des obligations concrètes pour les pouvoirs publics et les acteurs privés.

Conseil Constitutionnel des Générations Futures

Création d'un organe indépendant spécifiquement chargé d'évaluer chaque projet de loi selon son impact prévisible à 20 ans, les dettes publiques selon leur rentabilité transgénérationnelle, et les décisions présidentielles à l'aune d'un indicateur "avenir compatible". Ce Conseil sera composé de scientifiques, pédagogues, économistes, citoyens ordinaires et jeunes de moins de 25 ans, garantissant ainsi une diversité de perspectives. Ses avis, systématiquement publiés, éclaireront le débat public et les décisions institutionnelles.

Interdiction de la dette toxique

Adoption d'une loi organique interdisant formellement à l'État camerounais de contracter des dettes pour financer des dépenses de fonctionnement stériles comme la propagande politique ou le luxe ostentatoire des institutions. Cette réforme établira une hiérarchie claire dans les priorités d'endettement public, privilégiant exclusivement la dette éducative, sanitaire, écologique et technologique – des investissements qui bénéficieront directement aux générations futures plutôt que de les pénaliser.

Serment présidentiel élargi

Modification du serment que prête le Président de la République lors de son investiture, pour y inclure explicitement un engagement solennel envers les générations futures. Le chef de l'État devra ainsi jurer non seulement fidélité à la nation actuelle, mais aussi responsabilité envers ceux qui n'ont pas encore voté ou qui ne sont pas encore nés. Cette dimension symbolique forte rappellera constamment au pouvoir sa responsabilité transgénérationnelle.

Rituel national : lecture annuelle de la Constitution par un enfant

Instauration d'une cérémonie annuelle solennelle au cours de laquelle deux enfants – une fille et un garçon de 10 ans – liront publiquement un extrait de la Constitution devant les plus hautes autorités de l'État et la nation toute entière. Ce rituel symbolique puissant incarnera l'idée que le pays appartient d'abord à ceux qui arrivent, pas à ceux qui s'accrochent au pouvoir. Il rappellera à tous que la Constitution protège en priorité l'avenir de nos enfants.

Résultats attendus de la Constitution des enfants

À 5 ans

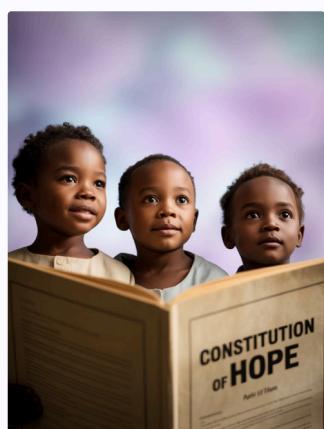
- Constitution modifiée pour intégrer explicitement le filtre "enfant et futur"
- Conseil des Générations Futures pleinement opérationnel et respecté
- 100% des lois budgétaires évaluées sur leur impact à long terme
- Financement public prioritaire accordé aux projets transgénérationnels
- Diminution significative des dépenses publiques improductives

À 10 ans

- Reconnaissance internationale du Cameroun comme pionnier éthique en gouvernance
- Réduction structurelle des dettes improductives de l'État
- Émergence d'une culture publique du respect des enfants et de la responsabilité future
- Institutionnalisation durable du lien entre conscience politique et respect du vivant
- Amélioration mesurable des indicateurs de bien-être et de développement de l'enfant

"Un pays qui ne protège pas ceux qui ne votent pas est un pays qui ne mérite pas de durer."

Notre projet de Constitution des enfants et des générations futures représente bien plus qu'une réforme institutionnelle : c'est une révolution dans notre conception même de la gouvernance et de la responsabilité politique. En plaçant l'enfant au centre de notre édifice constitutionnel, nous ne nous contentons pas de protéger les plus vulnérables – nous réorientons fondamentalement notre vision collective vers le temps long et l'avenir. Cette approche novatrice est en parfaite cohérence avec notre révolution éducative et notre vision d'un Cameroun souverain et prospère. Un pays qui investit massivement dans ses enfants tout en protégeant constitutionnellement leurs intérêts futurs est un pays qui se donne les moyens d'un développement véritablement durable et éthique.



Chapitre 10 — Pacte Présidentiel : Pour un Cameroun Meilleur

"Je ne promets pas un miracle. Je propose une méthode. Une vision. Et une révolution de l'esprit."

Diagnostic final

Au crépuscule de ce manifeste, une vérité fondamentale s'illumine devant nous comme une aube nouvelle : le Cameroun n'est point une terre d'indigence, mais plutôt un joyau mal taillé par les ciseaux imprécis de nos pensées collectives. Notre nation, semblable à un baobab majestueux aux racines profondes, puise sa force dans un sol riche de ressources naturelles abondantes, d'intelligences scintillantes comme autant d'étoiles dans notre firmament national, et de potentiels qui sommeillent encore dans l'attente d'être éveillés par la main délicate d'une gouvernance visionnaire.

Nos enfants, ces graines précieuses de notre avenir commun, ne sont nullement les fruits avortés d'un arbre malade comme voudraient nous le faire croire les prophètes du déclin ; ils sont plutôt des promesses suspendues dans le temps, des symphonies inachevées attendant que nous leur offrions les instruments pour composer la mélodie harmonieuse de leur épanouissement. Notre peuple, loin d'être cette masse inerte que dépeignent les discours condescendants, est une rivière puissante dont le cours a été détourné par des digues artificielles, assoiffé d'être écouté dans sa sagesse ancestrale et d'être valorisé dans ses élans créateurs qui, pareils aux ruisseaux après la saison des pluies, cherchent désespérément leur chemin vers l'océan des possibles.

Cette réalité que nous contemplons aujourd'hui transcende les clivages partisans et les querelles idéologiques stériles qui ont trop longtemps fragmenté le miroir dans lequel nous pourrions nous reconnaître comme une seule nation. C'est une question d'âme générationnelle, de méthodologie renouvelée et de regard prophétique porté vers l'horizon. L'heure a sonné au cadran de notre histoire collective d'opérer cette rupture salvatrice avec les pratiques fossilisées dans l'ambre du passé, avec ces verrous systémiques qui entravent notre marche vers la lumière, et ces fractures artificiellement entretenues qui ont, tel un poison lent, affaibli le corps social de notre belle patrie. Le temps est venu de nous élever ensemble, comme un seul homme, vers les hauteurs où l'air est plus pur et où les frontières s'effacent sous le regard bienveillant d'un destin enfin réconcilié.

Chapitre 11 – Refonte de l'État et Architecture d'une Gouvernance Éveillée

"Un État obèse ment, un État lucide agit. La Deuxième Indépendance commence par une chirurgie constitutionnelle du pouvoir."

Diagnostic

L'État camerounais actuel est un héritage direct de la logique coloniale : diviser les fonctions, multiplier les postes, atomiser la responsabilité.

Avec plus de 30 ministères, dont plusieurs aux attributions redondantes, le système administratif est devenu un monstre tentaculaire, inefficace, coûteux et opaque.

Chaque portefeuille ministériel a été transformé en instrument de clientélisme, et l'empilement des structures provoque des guerres de compétence internes, un sabotage de l'action publique, et un épuisement du contribuable.

Le résultat ? Un État où les postes sont plus nombreux que les solutions, où l'énergie publique sert la machine elle-même plutôt que le peuple.

Vision pour une nouvelle architecture d'État

Nous proposons la création d'un État neuronal, agile, intelligent, fusionné autour des grandes fonctions stratégiques de la République Éveillée.

Nous croyons en un gouvernement léger, **16 ministères maximum**, chacun doté d'un pouvoir d'action clair, mesurable, et lié à des indicateurs d'impact sociaux.

Chaque ministre deviendra **un ingénieur d'intérêt collectif**, et non un prince administratif.

Nouvelle Architecture Gouvernementale (Deuxième Indépendance)

Le gouvernement de la Deuxième Indépendance comptera **16 ministères stratégiques**, résultant de la fusion intelligente des 30+ ministères actuels, éliminant les doublons, renforçant la cohérence des politiques publiques, et recentrant l'État sur ses fonctions vitales.

1 Ministère de l'Intelligence Nationale

Absorbe : Ministère de l'Éducation de Base, Ministère des Enseignements Secondaires, Ministère de l'Enseignement Supérieur, Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

Mission : Diriger toute la politique éducative, de la crèche neuronale à la recherche doctorale, avec pour mission de bâtir une nation cognitive souveraine.

2 Ministère de la Santé et du Développement Humain

Absorbe : Ministère de la Santé Publique, Ministère des Affaires Sociales, Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille

Mission : Assurer la santé universelle, la dignité sociale et l'égalité de traitement des citoyens.

3 Ministère de la Souveraineté Économique et de l'Industrialisation

Absorbe : Ministère de l'Économie, Ministère du Commerce, Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, Ministère des Mines et du Développement Technologique

Mission : Concevoir et exécuter la politique industrielle et de production souveraine du pays.

4 Ministère de l'Énergie, de l'Eau et du Développement Durable

Absorbe : Ministère de l'Eau et de l'Énergie, Ministère de l'Environnement, Ministère des Forêts et de la Faune

Mission : Diriger la transition écologique, la gestion intelligente des ressources et l'autonomie énergétique.

5 Ministère des Infrastructures et de l'Aménagement Territorial

Absorbe : Ministère des Travaux Publics, Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, Ministère des Transports, Ministère des Domaines et Affaires Foncières

Mission : Piloter tous les grands travaux, les politiques de logement, les mobilités et la maîtrise du territoire.

7 Ministère de la Défense et de la Sécurité Nationale

Absorbe : Ministère de la Défense, Délégation Générale à la Sûreté Nationale

Mission : Regrouper armée, police, gendarmerie et cyberdéfense sous un pilotage unifié.

9 Ministère des Finances et de l'Indépendance Monétaire

Absorbe : Ministère des Finances, Ministère des Marchés Publics

Mission : Superviser le budget national, la fiscalité intelligente, la transparence des dépenses, et la création d'une monnaie souveraine.

6 Ministère de la Justice et des Réformes Institutionnelles

Absorbe : Ministère de la Justice, Ministère du Contrôle Supérieur de l'État, Ministère de la Fonction Publique

Mission : Instaurer un État de droit moderne, transparent, avec une justice rapide et accessible.

8 Ministère de l'Administration Intérieure et de la Décentralisation

Absorbe : Ministère de l'Administration Territoriale, Ministère de la Décentralisation

Mission : Organiser les pouvoirs locaux, la gouvernance territoriale, et la coordination nationale.

✓ 10. Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques

Absorbe : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales

Mission : Garantit la sécurité alimentaire et valorise les filières rurales.

- 11. Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Protection Sociale

Absorbe : Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, Partie du Ministère de l'Emploi

Mission : Défendre les droits sociaux, créer des emplois dignes, et encadrer la formation continue.
- 12. Ministère de la Culture, de la Communication et de l'Identité Nationale

Absorbe : Ministère de la Communication, Ministère des Arts et de la Culture

Mission : Porter la voix du Cameroun, défendre l'identité plurielle et réguler l'information.
- 13. Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Citoyenneté

Absorbe : Ministère de la Jeunesse, Ministère des Sports

Mission : Valoriser la jeunesse comme moteur de la transformation nationale.
- 14. Ministère du Numérique, des Postes et de l'Innovation

Absorbe : Ministère des Postes et Télécommunications

Mission : Construire la nation numérique, développer les infrastructures technologiques et stimuler l'innovation locale.
- 15. Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale

Absorbe : Ministère des Relations Extérieures

Mission : Orienter la diplomatie vers les partenariats stratégiques, l'intégration africaine, et le rayonnement éducatif.
- 16. Ministère de la Cohésion Sociale et de la Réconciliation

Nouveau ministère

Mission : Prévention des conflits, mémoire historique, reconstruction des liens entre peuples, langues, régions et mémoires.

Mission du Ministère des Finances et de l'Indépendance Monétaire

I. Objectif fondateur

Le Ministère des Finances et de l'Indépendance Monétaire a pour mission de concevoir, exécuter et sécuriser la souveraineté financière de la République du Cameroun. Il remplace le ministère des finances traditionnel, en lui adjoignant une fonction stratégique nouvelle : la reconquête monétaire nationale, la décolonisation budgétaire et l'ingénierie d'une autonomie économique systémique.

II. Champ d'intervention

A. Gouvernance fiscale

- Modernisation des régimes fiscaux : intégration des principes de neutralité fiscale, de taxation intelligente et incitative.
- Lutte contre la fuite de base fiscale (BEPS) via accords internationaux et contrôle en temps réel des mouvements de capitaux transfrontaliers.
- Création d'un impôt citoyen unique progressif, fondé sur les principes d'équité contributive et d'incitation à l'investissement local.

B. Budgétisation dynamique

- Passage à une budgétisation **multi-annuelle indicielle** : allocation fondée sur l'impact mesurable des politiques publiques.
- 100 % du budget disponible en ligne en temps réel (modèle Estonien).
- Mise en place d'un **compte de performance publique**, indexé à des indicateurs de développement humain.

III. Indépendance monétaire et création du KOLO

A. Cadre légal de la réforme monétaire

Un **Acte Constitutionnel Monétaire** rendra irréversible :

1. La sortie du FCFA comme monnaie nationale d'échange et de réserve ;
2. L'institutionnalisation du **KOLO** comme unité légale de compte, de règlement et de réserve, émise par la Banque Centrale Camerounaise ;

3. L'intangibilité juridique de la souveraineté monétaire (aucun traité ne pourra réintroduire une dépendance sans référendum constitutionnel).

B. Architecture du KOLO

| Élément | Description |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| Nom | KOLO (Unité d'Indépendance Monétaire) |
| Base de conversion initiale | 1 KOLO = 1000 FCFA |
| Régime monétaire | Change géré flottant, avec panier d'ancrage régional |
| Institution émettrice | Banque Centrale de la République Camerounaise |
| Réserve d'ancrage | Panier mixte (or, Yuan, Dirham, crypto publique, actifs stratégiques) |

C. Phases de transition

1. Phase I (Année 1-2) :

- Maintien du FCFA, usage du KOLO en parallèle (bimodalité)
- Création de la **Banque Centrale Camerounaise (BCC)**
- Audit des réserves BEAC, gel partiel des transferts extérieurs

2. Phase II (Année 3-5) :

- Retrait progressif du FCFA
- Introduction des paiements publics en KOLO (fonctionnaires, impôts, etc.)
- Lancement du KOLO numérique (KoloWallet, KOLOPay)

3. Phase III (Année 5+) :

- KOLO devient unique monnaie légale
- Accords commerciaux bilatéraux en KOLO avec États partenaires
- Création du **Marché Financier Panafricain KOLO**

IV. Diplomatie financière et rééquilibrage international

- Le Cameroun initiera un Pacte Monétaire Africain de Coopération Souveraine, appelant les nations africaines à une codification mutuelle de leurs monnaies hors zone euro.
- Développement d'un Indice de Vulnérabilité Monétaire Africaine (IVMA) pour classer les États selon leur exposition extérieure et capacité de résistance.
- Alignement avec les BRICS+, participation à des fonds de réserve communs alternatifs au FMI.

V. Finalité stratégique

La mission ultime du ministère est de reprogrammer la matrice économique du pays, en en faisant une plateforme souveraine, transparente, redistributive et génératrice d'intelligence collective. L'émission du KOLO ne vise pas à remplacer une monnaie, mais à remettre le pouvoir de créer, de dépenser et de transmettre entre les mains des Camerounais.

"La monnaie n'est pas un outil d'échange. C'est le code source d'un peuple libre. Le KOLO ne sera pas imprimé pour acheter. Il sera émis pour construire."

Réformes Complémentaires

1. Suppression de 30% des postes de direction superflus

- Fin des directions sans impact réel ni justification
- Réaffectation des ressources humaines dans l'éducation, la santé, la cybersécurité, et l'agriculture

2. Digitalisation intégrale des processus étatiques

- Lancement de la plateforme "**OpenBudget.CM**"
- Tous les marchés publics, dépenses, nominations, et résultats ministériels seront publiés en temps réel

3. Mise en place d'un système de notation publique des ministères

- Chaque année, les citoyens votent sur la performance de chaque ministère via une application mobile ou formulaire local
- Les ministres les mieux notés sont promus. Les plus mal notés sont remplacés

Résultats attendus dans les 5 premières années de la Deuxième Indépendance

1. Réduction stratégique des charges de l'État

- **-35 %** des dépenses de fonctionnement récurrentes de l'appareil étatique grâce à :
 - la fusion des ministères redondants,
 - la dématérialisation des processus,
 - la suppression des agences administratives sans impact.
- Passage d'un **État obèse à un "État Mannequin" opérant en mode haute performance budgétaire.**

2. Création de 16 ministères stratégiques et opérationnels

- Chaque ministère disposera :
 - d'une mission unique, quantifiable et pilotée par résultats,
 - d'un budget indexé à la performance impact, et
 - d'une note de confiance citoyenne annuelle.
- Nous mettrons fin au gouvernement de distribution politique. Début du gouvernement d'ingénierie publique.

3. 100 % des dépenses publiques accessibles en temps réel

- Lancement de la plateforme "**OpenBudget.gov.cm**" permettant à tout citoyen de :
 - consulter les marchés publics, subventions, salaires, investissements,
 - suivre l'exécution budgétaire par ministère, région ou projet,
 - signaler toute incohérence ou fuite.

4. Participation annuelle de 5 millions de citoyens à l'évaluation des institutions

- Création de l'application "**Citizen Connect**" permettant à tout Camerounais de :
 - noter anonymement les services publics reçus,
 - suggérer des réformes,
 - participer aux budgets citoyens locaux.
- Transformation de la culture politique : du peuple passif au peuple co-gouvernant.

5. Effets de la mise en place de la souveraineté monétaire complète et résultats du KOLO

a. Création et circulation du KOLO

- Le **KOLO**, nouvelle monnaie souveraine, entre en circulation dans :
 - toutes les transactions publiques (salaires, bourses, impôts),
 - les paiements domestiques entre citoyens,
 - les grands marchés publics stratégiques.

b. Indicateurs macroéconomiques attendus

- Inflation maîtrisée sous 6 %, grâce à un système de création monétaire régulé par l'indice d'investissement productif.
- Réduction de 40 % des sorties de devises liées aux importations inutiles et à la fuite de capitaux en zone euro.
- Déollarisation progressive des échanges bilatéraux avec les partenaires stratégiques (Nigeria, Chine, Maroc, BRICS).
- Création d'un fonds souverain adossé à l'or, aux technologies vertes et aux matières premières.

c. Transformation structurelle

- Fin de la dépendance au FCFA.
- Ouverture d'un **Marché Financier KOLO-CENTRAL** pour lever des capitaux en monnaie nationale et stimuler la croissance endogène.
- Introduction d'un **KOLO numérique**, interopérable avec les cryptomonnaies publiques panafricaines.

➡ En résumé :

En 5 ans, le Cameroun passera :

- D'un État hérité à un État conçu.
- D'une monnaie étrangère à une monnaie souveraine.
- D'un peuple soumis à un peuple notant, votant, pilotant.

Chapitre 12 – Pacte Républicain et Fin de l'Éternité Présidentielle

"Je peux rendre Paul Biya immortel. Mais j'enterrai d'abord l'éternité présidentielle."

Diagnostic

Le Cameroun est prisonnier d'un schéma qui a vu naître un roi là où l'on attendait un président. Depuis l'indépendance politique, la fonction suprême a été conçue comme une permanence : le pouvoir y est resté si longtemps qu'il a pris racine, étouffant toute alternance.

La Constitution fut modifiée, étirée, contorsionnée, pour servir l'homme et non la République.

L'effet corrosif de cette dérive est connu :

- Le pouvoir s'hérite, il ne se gagne plus.
- La peur remplace l'opposition.
- L'État confond sa durée avec celle d'un seul individu.

Vision : Une République Souveraine, Prévisible, et Transmissible

Un pays est libre quand le pouvoir change de main sans changer de paix. Une nation est mature quand la limitation du pouvoir devient sa première loi sacrée.

Je propose donc une réforme suprême, l'article fondateur de la Deuxième Indépendance :

Clause Constitutionnelle d'Intangibilité du Mandat Présidentiel

Article zéro (surnommée article du "plus jamais ça présidentiel") — Intangibilité Républicaine du Mandat Présidentiel

1. La fonction de Président de la République est exercée pour un mandat de quatre (4) ans, renouvelable une seule fois.
2. Nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels au cours de sa vie.
3. Cet article, par sa nature fondatrice, est irréversible, intangible et non modifiable.
4. Toute tentative de révision de cet article constitue un crime constitutionnel imprescriptible, assimilable à une trahison d'État.

Plusieurs constitutions modernes inscrivent des clauses d'éternité (France, Allemagne, Sénégal). Elles empêchent que certaines règles fondamentales (comme la forme républicaine de l'État ou la durée du mandat) soient modifiées par une majorité parlementaire ou un référendum.

Nous ferons donc de cette clause :

- Un verrou démocratique absolu
- Un message à la postérité
- Un outil contre toute dictature future, même élue

L'Offre d'Éternité Républicaine à Paul Biya

À l'homme qui a le plus longuement habité la fonction, je tends une offrande : sortir par le haut.

Je propose :

- Le titre unique de "Père de la Nation", sans rôle institutionnel.
- Une salle du futur Musée d'Histoire Républicaine portant son nom.
- Une Fondation Paul Biya pour la Paix et la Transmission des Mémoires, dédiée à la jeunesse et à la réconciliation.
- L'assurance d'une protection juridique à vie, au nom de la stabilité nationale.
- Le droit d'assister comme témoin symbolique aux grandes transitions républicaines, sans jamais intervenir.

Pourquoi lui proposer cela ?

Parce que l'histoire n'a pas besoin de vengeance, Elle a besoin de formes sublimes pour refermer ses blessures.

L'homme d'État immortel n'est pas celui qui meurt au pouvoir, C'est celui qui quitte le pouvoir pour devenir l'Histoire.

Résultats attendus de ce pacte constitutionnel

| Objectif fondamental | Impact institutionnel direct |
|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| Fin des présidences à durée indéterminée | Verrou juridique constitutionnel permanent |
| Renforcement de la crédibilité démocratique | Consolidation de la confiance nationale et internationale |
| Transition post-Biya pacifiée | Protocole de sortie institutionnelle digne et pacifique |
| Transmission du pouvoir républicain | Émergence d'une nouvelle génération politique légitime |
| Stabilité institutionnelle pérenne | Mécanisme d'alternance encadré par des garanties constitutionnelles |

Cette disposition ne constitue pas une simple norme juridique ordinaire. Elle représente une barrière constitutionnelle infranchissable contre la tentation d'appropriation personnelle du pouvoir. Il s'agit d'une norme supra-constitutionnelle, d'une ligne inviolable gravée dans le marbre vivant de notre Loi fondamentale.

En droit constitutionnel comparé, cette disposition s'apparente aux "clauses d'éternité" ou "dispositions intangibles" présentes dans plusieurs constitutions démocratiques modernes. Elle transcende la volonté même du constituant dérivé, car elle protège l'essence du pacte social républicain contre toute dérive personnaliste.

L'État de droit que nous batissons repose sur un principe cardinal : la souveraineté appartient au peuple camerounais, qui l'exerce à travers ses représentants temporaires et non perpétuels. La fonction présidentielle n'est pas un patrimoine personnel mais une charge républicaine temporaire, confiée sous conditions strictes et pour une durée déterminée.

Cette limitation temporelle du mandat présidentiel constitue la garantie ultime contre la personnalisation excessive du pouvoir. Elle incarne notre engagement collectif à ériger des institutions qui survivent aux individus qui les servent. Car une république mature se reconnaît à sa capacité à organiser la circulation régulière et apaisée du pouvoir, sans trauma ni rupture.

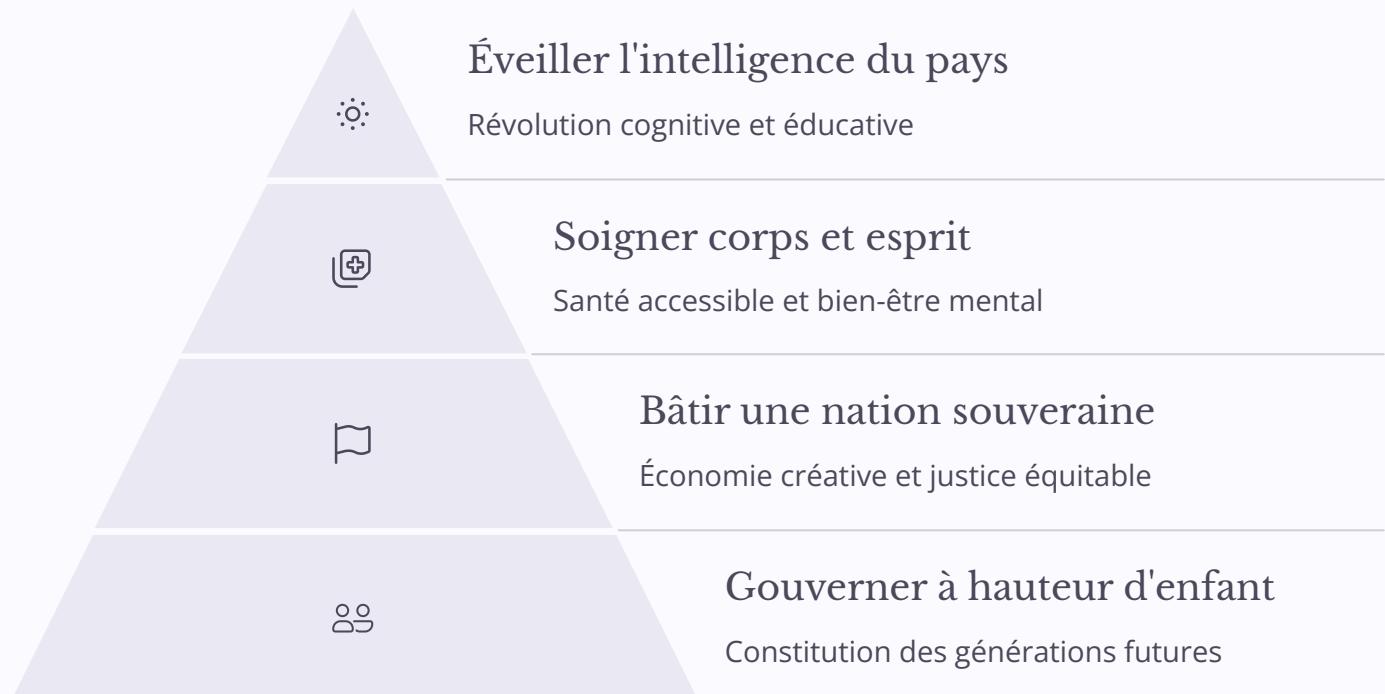
Le peuple camerounais aspire à être gouverné selon des principes démocratiques constants, et non à vouer un culte à la personnalité. L'État camerounais incarnera désormais un projet collectif durable, et non plus l'expression d'une longévité individuelle au pouvoir qui paralyse le renouvellement des idées et des énergies nationales.

Vision finale pour un Cameroun transformé

Le programme que nous proposons ne se réduit pas à un catalogue électoral de promesses disparates. Il constitue un engagement historique cohérent et global : redonner sens, dignité, puissance et clarté au peuple camerounais dans toutes ses composantes. Notre projet repose sur une vision intégrée du développement qui articule l'éveil cognitif, la santé globale, la justice équitable, l'économie créative, la gouvernance transparente, l'écologie intelligente et la réconciliation nationale.

Cette vision se concrétise à travers quatre promesses fondamentales et irréversibles qui constituent le cœur de notre pacte avec le peuple camerounais. Ces engagements ne sont pas de simples déclarations d'intention, mais des transformations structurelles profondes que nous nous engageons à mettre en œuvre dès notre arrivée au pouvoir, avec des résultats mesurables et vérifiables par chaque citoyen.

Notre approche ne repose pas sur des solutions importées ou des modèles étrangers plaqués sur nos réalités. Elle s'enracine dans une compréhension profonde des défis spécifiques du Cameroun, de ses atouts uniques et de son potentiel extraordinaire. Notre ambition est de faire du Cameroun non pas une pâle copie d'autres nations, mais un modèle original et inspirant pour l'Afrique et le monde entier.



Les quatre promesses du Pacte Présidentiel

Éveiller l'intelligence du pays

Nous nous engageons à ce que chaque enfant camerounais ait les moyens de développer pleinement son potentiel intellectuel, de devenir un génie créatif et non une simple statistique dans un système éducatif médiocre. L'école sera véritablement gratuite, nutritive pour le corps comme pour l'esprit, et fondée sur les connaissances les plus avancées en matière de neurosciences et d'ingénierie neuro-sémantique. Nous ferons de l'intelligence de notre jeunesse le véritable pétrole du Cameroun – une ressource inépuisable, renouvelable et capable de transformer radicalement notre développement collectif.

Soigner et protéger le corps et l'esprit de tous

Nous nous engageons à construire un système de santé qui ne se contente pas de traiter les maladies, mais qui prend soin intégralement des personnes dans leurs dimensions physique et mentale. La santé mentale deviendra une priorité nationale, les hôpitaux seront gratuits pour les plus vulnérables, et nous mettrons fin à la faim scolaire qui handicape l'apprentissage de tant d'enfants. L'État camerounais ne soignera plus prioritairement les puissants et les privilégiés, mais ceux qui en ont le plus besoin – les oubliés, les marginalisés, les invisibles de notre système actuel.

Reconstruire une nation souveraine, juste et attrayante

Nous nous engageons à transformer le Cameroun en une nation pleinement souveraine sur le plan économique, dotée d'une justice équitable et attractive pour les talents du monde entier. Nous développerons une économie créative centrée sur l'innovation locale, une technologie nationale incarnée par la Yaoundé Valley, et une stratégie d'immigration inversée qui fera de notre pays un pôle d'attraction international. Le Cameroun ne sera plus perçu comme un problème à résoudre mais comme un modèle à suivre – un exemple vivant de renaissance africaine fondée sur l'intelligence, la justice et la créativité.

Refonder la République à hauteur d'enfant

Nous nous engageons à ce que toute décision publique soit désormais filtrée par le prisme de l'intérêt des générations futures. Notre Constitution deviendra un véritable contrat de respect envers ceux qui n'ont pas encore voix au chapitre, et non plus un simple texte d'élite destiné à maintenir des priviléges. Nous instituerons des mécanismes concrets pour évaluer l'impact transgénérationnel de nos lois, de nos dettes et de nos politiques publiques. En faisant de l'enfant le sujet central de notre République, nous garantirons que notre développement soit véritablement durable et éthique.

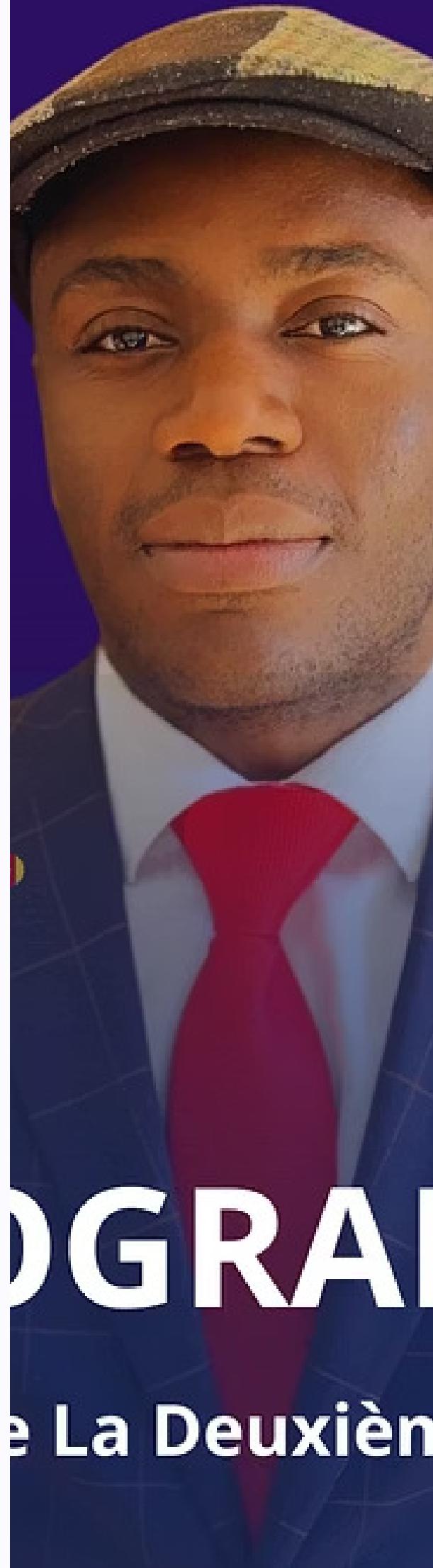
Mon engagement personnel envers le peuple camerounais

En tant que candidat à la présidence de la République, je m'engage solennellement devant le peuple camerounais à :

- Servir avec une rigueur scientifique, éthique et humaine irréprochable. Mes décisions seront fondées sur des données vérifiables, des principes moraux clairs et une considération profonde pour la dignité de chaque citoyen camerounais.
- Protéger activement le peuple contre les trois grandes menaces qui minent notre développement : l'ignorance qui limite nos horizons, la manipulation qui détourne nos ressources, et l'humiliation qui brise notre confiance collective.
- Me retirer de mes fonctions si je trahis mes promesses fondamentales. Je m'engage à instituer un mécanisme transparent d'évaluation citoyenne de mon action, et à en accepter les conséquences si je dévie des engagements pris aujourd'hui devant vous.
- Parler et agir au nom de ceux qui sont trop souvent ignorés dans notre système politique : les enfants qui sont notre avenir, les exilés qui rêvent de contribuer à notre développement, les silencieux qui n'ont pas accès aux tribunes médiatiques, et les génies invisibles dont le potentiel reste inexploité.

Ce pacte n'est pas un contrat politique ordinaire. C'est un engagement moral et historique envers le peuple camerounais et les générations futures. C'est la promesse que le pouvoir ne sera plus exercé comme un privilège personnel, mais comme une responsabilité sacrée au service d'une vision collective ambitieuse.

"Je suis peut-être trop jeune pour diriger ce pays. Mais je suis assez vieux pour refuser qu'il s'effondre sans rien faire."



Rejoignez le Mouvement de la Deuxième Indépendance

Chers compatriotes camerounaises et camerounais, le programme que vous venez de découvrir n'est pas simplement un document électoral – c'est l'esquisse d'une transformation profonde de notre nation. Mais cette vision ne peut se réaliser sans votre participation active et votre engagement personnel.

Je vous invite aujourd'hui à rejoindre le Mouvement de la Deuxième Indépendance, une coalition citoyenne transcendant les clivages traditionnels et rassemblant tous les Camerounais qui croient en un avenir meilleur fondé sur l'intelligence, la justice et la souveraineté.

Comment nous rejoindre ?

- Inscrivez-vous sur notre plateforme numérique pour recevoir les informations et participer aux consultations citoyennes
- Devenez ambassadeur du Mouvement dans votre quartier, votre village, votre université ou votre lieu de travail
- Contribuez à nos groupes thématiques selon vos compétences et vos centres d'intérêt
- Participez au financement participatif de notre campagne pour une politique indépendante des lobbies

Notre engagement envers vous

- Transparence totale sur nos financements et nos actions
- Communication régulière et honnête sur l'avancement de nos projets
- Prise en compte réelle de vos contributions et suggestions
- Formation politique et citoyenne pour tous les membres du Mouvement
- Valorisation de vos compétences et de votre engagement

Le Cameroun que nous aimons mérite mieux que sa situation actuelle. Ensemble, nous pouvons construire un pays où chaque enfant a la chance de développer pleinement son potentiel, où chaque citoyen vit dans la dignité et la justice, où notre diversité devient une force plutôt qu'une division. Cette deuxième indépendance ne nous sera pas offerte – nous devons la conquérir par notre engagement collectif et notre détermination partagée.

Rejoignez-nous. Le moment est venu de notre Deuxième Indépendance.



Landry Simo

Candidat à l'élection présidentielle du Cameroun

Lettre ouverte au Président Biya

Lettre à Paul Biya — Pour la paix des générations et l'éternité républicaine

Pourquoi ai-je écrit cette lettre ?

Ce programme se conclut par un texte singulier : une lettre.
Elle n'est ni un adieu, ni une supplique, ni un réquisitoire.
C'est une proposition d'immortalité adressée au président sortant.
Car certaines transitions ne se font pas dans l'ombre des urnes,
mais dans la lumière rare des gestes historiques.
Car parfois, **une lettre peut faire ce qu'aucun discours n'ose** :
tendre la main sans abaisser la tête.

Je la rends publique, car **la République est un dialogue à visage découvert**.
La lettre est à la page suivante.



Lettre ouverte à Son Excellence Paul Biya, pour la paix des générations et l'éternité républicaine

Yaoundé, ce jour d'incertitude lumineuse,
À Son Excellence,
Monsieur Paul Biya,
Président de la République du Cameroun

Monsieur le Président,

Et si vous deveniez immortel ?

Permettez que je ne vous écrive ni comme opposant, ni comme sujet, ni même comme simple citoyen.

Je vous écris comme on s'adresse à une constellation déclinante qui brille encore, non de sa combustion, mais de la mémoire des feux qu'elle fut. Je vous écris non pas pour hâter la fin, mais pour convoquer le destin.

Nous savons.

Vous avez été l'horloge et le mur, le métronome du silence et le maître du temps suspendu.

Votre longévité est un poème dont le peuple a tantôt goûté la rime, tantôt maudit l'absence de ponctuation. Mais aujourd'hui, le temps ne vous appartient plus. Et c'est là, précisément là, que l'Histoire vous offre ce qu'elle n'offre qu'aux rares élus : la possibilité de s'en aller en devenant éternel.

Vous pourriez, Excellence, renoncer au pouvoir sans perdre la grandeur, en vous offrant une transmutation que même les puissants n'osent imaginer : devenir le "Père de la Nation Éveillée." Non pas un roi. Le Cameroun n'est plus une cour.

Non pas un guide. Les peuples lucides n'en demandent goutte.

Mais un vestige vivant de l'Histoire, sanctuarisé par l'audace, honoré par la mémoire, intouchable car inutile au jeu du pouvoir, mais inévitable dans la narration du pays.

Dans le souffle d'un seul décret, vous pourriez muter du terrestre au mythologique.

Car voyez-vous, Monsieur le Président, la postérité n'est pas un droit. Elle est une offrande.

Et elle ne s'offre qu'à celui qui sait se retirer au zénith, non dans l'effacement, mais dans l'élévation choisie.

Je vous propose donc ceci :

Créez, en pleine lumière, une Fondation pour la Réconciliation et la Transmission, abritée par une Académie des Générations Futures. Nommez-y des jeunes, des vieux, des saints et des cyniques. Mais ne la présidez pas : présidez-la par votre silence. Et si ce lieu n'est pas né de votre main, je le ferai naître des miennes, en votre nom, non pour vous remplacer, mais pour que votre silence ait un sanctuaire.

Laissez l'État.

Mais que le Cameroun profond vous élève comme le dernier roi invisible d'une époque révolue.

Vous ne serez plus dans la cage de la présidence, mais dans le temple inattaquable de la légende. Certains riront. Les faibles rient toujours quand le langage dépasse la comptine.

Mais le pays retiendra ceci :

"Paul Biya fut le dernier président d'un Cameroun endormi, et le premier Ancêtre vivant de la République éveillée."

Je ne vous invite pas à la reddition, mais à l'ascension post-républicaine. Ce peuple ne veut plus de chefs. Il veut des pères. Des pères absents du contrôle, mais présents dans le souvenir.

Et si vous acceptez, Excellence, de devenir le gardien invisible de l'avenir, alors le pays, peut-être pour la première fois depuis l'indépendance, écrira une légende dont le héros est encore vivant.

Respectueusement et lucidement vôtre,

Professeur Landry Simo - Fondateur du Mouvement de La Deuxième Indépendance et Initiateur de l'Éveil Républicain

Plan de Financement du Programme de la Deuxième Indépendance

Ce plan détaille les sources de financement et les économies qui rendront possible la mise en œuvre de notre programme, en s'appuyant sur des données économiques vérifiables et des statistiques officielles.

Sources de financement et réallocation budgétaire

Économies structurelles

- Réduction des dépenses de souveraineté :** 150 milliards FCFA/an (réduction de 40% du train de vie de l'État)
- Lutte contre l'évasion fiscale :** 250 milliards FCFA/an (selon les estimations de la CNUCED, représentant 10% du budget actuel)
- Réforme des marchés publics :** 200 milliards FCFA/an (réduction de 30% des surfacturations selon les rapports du CONAC)

3,8%

PIB réalloué

Du budget actuel vers les priorités stratégiques

1450...

Économies annuelles

En FCFA après mise en œuvre complète

12,5%

Croissance projetée

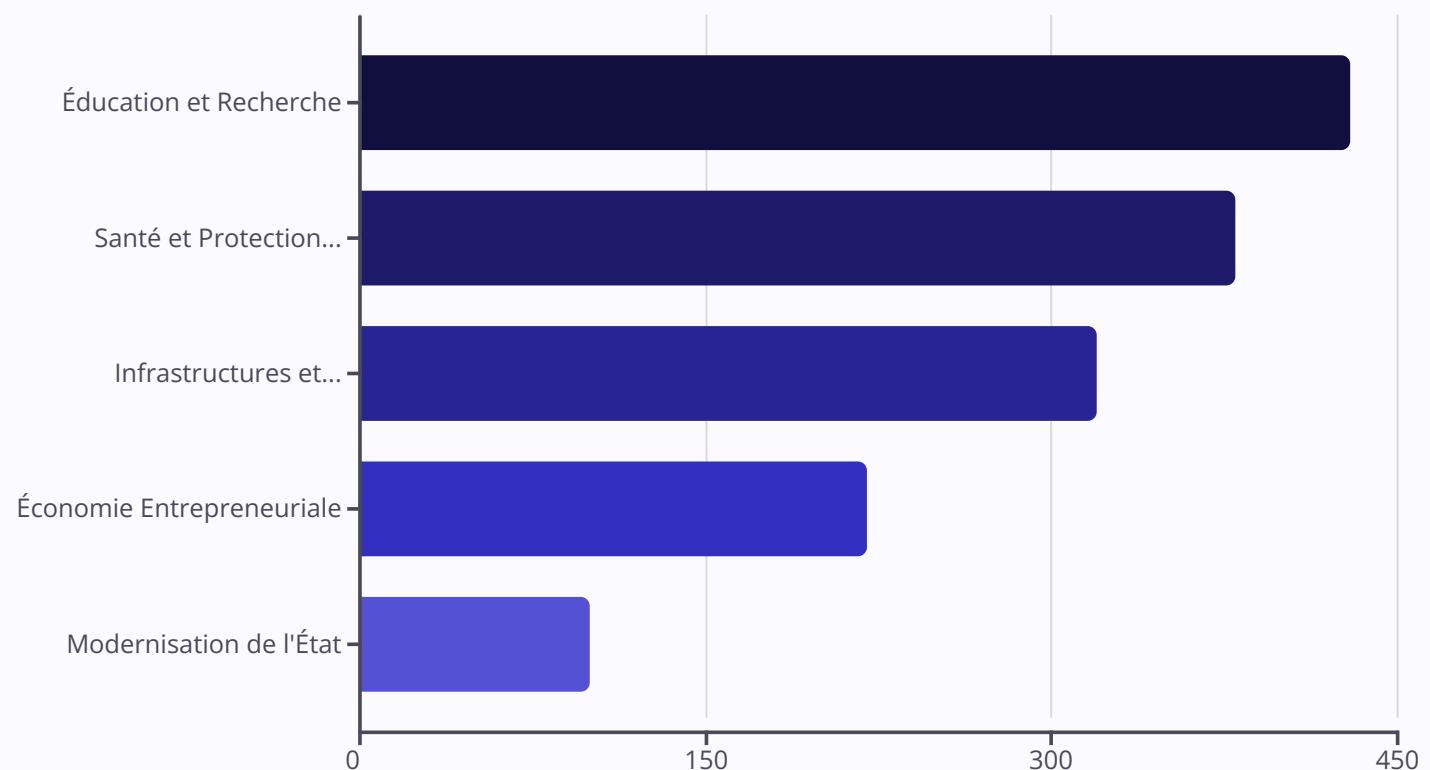
Du PIB sur 5 ans grâce aux réformes

Nouvelles ressources

- Souveraineté monétaire (KOLO) :** 350 milliards FCFA/an (économies sur le service de la dette et les transferts financiers)
- Numérisation des paiements :** 180 milliards FCFA/an (réduction de 70% des fuites fiscales selon la Banque Mondiale)
- Industrialisation locale :** 320 milliards FCFA/an (substitution aux importations et valeur ajoutée locale)



Allocation des ressources par priorités stratégiques



Mécanismes de financement par étapes

Phase 1 (An 1-2)

Réduction immédiate du train de vie de l'État et réformes administratives générant 350 milliards FCFA d'économies, permettant le lancement des premiers chantiers prioritaires.

1

Phase 3 (An 3-5)

Retombées des investissements initiaux et de la lutte contre l'évasion fiscale, générant 570 milliards FCFA pour l'accélération des projets d'infrastructures et le déploiement complet du PAN.

3

Phase 2 (An 2-3)

Mise en place du KOLO et numérisation des paiements, générant 530 milliards FCFA supplémentaires pour financer les réformes éducatives et sanitaires.

2

Impact budgétaire des réformes clés

| Réforme | Coût initial (Mds FCFA) | Économies générées (Mds FCFA/an) | Retour sur investissement |
|----------------------------------|-------------------------|----------------------------------|---------------------------|
| Parcours Accéléré National (PAN) | 210 | 380 (après 5 ans) | 1,8x |
| Numérisation de l'administration | 85 | 230 (après 3 ans) | 2,7x |
| Réforme du système judiciaire | 120 | 175 (après 4 ans) | 1,5x |
| Système de santé modernisé | 250 | 310 (après 5 ans) | 1,2x |

Ces projections financières s'appuient sur les données de la Banque Mondiale, du FMI, de l'Institut National de la Statistique du Cameroun et des études sectorielles indépendantes. Le programme est conçu pour être auto-financé à moyen terme, chaque réforme générant des ressources pour les suivantes dans un cycle vertueux de développement économique et social.

La mise en œuvre de ce plan permettra non seulement de réaliser notre vision d'un Cameroun transformé, mais également d'assainir durablement les finances publiques, avec une dette ramenée à 30% du PIB contre 45% actuellement, tout en augmentant les investissements publics productifs de 60% sur cinq ans.



